La Lanterne
Un nouveau quotidien à la Libération

Jean-François Füeg*

Le 19 décembre 1944, le premier numéro du journal *La Lanterne* sortait de presse. Critique vis-à-vis des partis politiques, ce quotidien se transforma vite en une feuille à la fois farouchement opposée aux gouvernements de l'après-guerre et favorable à un renforcement des liens de la Belgique avec le monde atlantique. Ses directeurs, Pierre Fontaine et Paul Méral, avaient en particulier de fortes sympathies pour les alliés britanniques de la Belgique. Organe étrange, plaçant à l'origine ses espoirs dans l'avènement d'un parti unique, tantôt pré-poujadiste, tantôt apôtre d'un universalisme naïf, *La Lanterne* véhiculait un certain nombre de valeurs qui ne sont pas sans rappeler l'idéologie d'Ordre nouveau. Le journal sera absorbé par le groupe de presse liégeois *La Meuse* en novembre 1946.

I. La presse à la Libération

Durant l'occupation, le gouvernement de Londres s'était préoccupé du problème de la reparution des journaux à la Libération. Des projets avaient été élaborés mais ils ne purent être menés à bien car à partir de septembre 1944, les quotidiens belges reparurent dès qu'ils en eurent l'opportunité et souvent trop vite pour que les mesures envisagées puissent être mises en place. Le 16 mai 1944, un accord avait été conclu à Londres entre la Grande-Bretagne, les Etats-Unis et le gouvernement Pierlot afin de fixer les compétences en Belgique des *Civil Affairs*, un organisme qui devait s'occuper de la réorganisation des territoires libérés et assurer la liaison entre le gouvernement belge et les Alliés. Placé sous la direction des Britanniques, il avait notamment pour tâche de protéger les armées alliées de toute tentative de subversion. La censure militaire fut instaurée et l'on créa au sein des *Civil Affairs* une mission *Information* chargée d'aider les journaux à reprendre leur publication et d'assurer la censure de la presse. De cette mission dépendaient les autorisations à paraître avant que cette prérogative ne soit confiée au cabinet de Fernand Demany[1], ministre sans portefeuille de tendance communiste, issu de la Résistance. Des récepteurs de radio furent mis à la disposition de 25 journaux dont *La Lanterne*. Enfin, dès février 1945,

1 Fernand Demany, 1904-1977. Journaliste, il combat la politique de neutralité dès les années trente; durant la guerre, il participe à la Résistance, créant plusieurs journaux clandestins. Il est l'un des animateurs du *Front de l'Indépendance*. Ministre à la Libération, il quitte très vite le gouvernement et collabore à divers journaux. Député communiste de 1946 à 1950, il démissionne ensuite de son poste et quitte le PCB dont il ne supporte plus le stalinisme. Entré au PSB, il est journaliste au *Peuple* jusqu'en 1962 avant d'être limogé pour indiscipline et de travailler pour *La Wallonie* et *Vlan*. D. DENUIT, «Fernand Demany», in *Biographie nationale*, 1983 (XLIII, supplément V), col. 292-304. Les notices biographiques rédigées à l'aide d'un instrument de travail général, donnant peu de renseignements supplémentaires, comme par exemple *Le Nouveau Dictionnaire des Belges* ou les annuaires de journalistes..., seront présentées sans références.

plusieurs centaines d'articles rédigés par les services militaires alliés et autant de photographies furent distribués chaque semaine aux journaux afin de garantir une information particulièrement favorable aux Alliés dans le cadre du déroulement des opérations militaires. Ce travail fut pris en charge par la direction de la guerre psychologique (*Psychological Warfare Division*).

Durant les mois qui suivirent la Libération, le papier fut strictement rationné. Cette situation favorisa un journal comme *La Lanterne* car, les conditions normales étant faussées, ce titre nouveau et peu connu se trouvait dans la même situation que les grands quotidiens ayant une notoriété ancienne. Les tirages avaient en quelque sorte été nivelés par le contingentement et la soif de presse libre était telle que tous les exemplaires étaient vendus. *Le Soir* épuisé, on achetait *La Lanterne*... Cette force des petits quotidiens fut aussi à l'origine de leur disparition: lorsque la libre concurrence reprit ses droits, ils ne purent s'équiper pour rivaliser avec la grande presse et celle-ci les absorba petit à petit[2].

II. La création de La Lanterne

L'idée de *La Lanterne* est en général attribuée au sculpteur Paul De Soete. Dans ses mémoires, il affirme avoir voulu créer un journal différent, nouveau, non partisan. De Soete entra en contact avec Joseph Van den Driessche qui décida d'investir dans l'affaire et devint commanditaire principal de la feuille[3]. Né en 1886 dans un milieu ouvrier et fils d'un militant socialiste, De Soete avait commencé sa carrière comme employé à la Compagnie des Bronzes. Il y avait appris le métier de ciseleur avant de se tourner vers la sculpture. Lors de la Première Guerre mondiale, il avait purgé trois mois de prison pour avoir coulé et diffusé des statuettes à l'effigie du maréchal Joffre. Après l'armistice, l'aéro-club belge lui avait confié la création d'un monument aux héros de l'air. Durant la Deuxième Guerre, il se distingua en participant à la Résistance. Il transporta à plusieurs reprises des documents avant d'entrer, en 1941, dans le groupe *Les Affranchis*. Politiquement, il défendait un libéralisme paternaliste et réactionnaire[4]. Il mourut en 1948. De Soete cherchait à recruter des journalistes et proposa à Pierre Fontaine, Paul Méral et Edmond Hoton de participer à l'entreprise. Journalistes désoeuvrés depuis le début des hostilités, les trois amis passaient leurs

2 Sur la presse à la Libération, voir: P. PLUMET, *La presse quotidienne belge de la Libération (4 septembre 1944-31 décembre 1945)*, (CAHIERS DU CENTRE INTERUNIVERSITAIRE D'HISTOIRE CONTEMPORAINE, XCVIII), Louvain-Bruxelles, 1985.

3 P. DE SOETE, *En plein bloc. Mémoires*, Bruxelles, Editions De Soete, 1953, p. 510-515.

4 A propos de la lutte des classes, il écrivit: «Dans ma pensée d'adolescent, je pressentais que, seule une étroite collaboration entre le capital et le travail pouvait être féconde» (*Idem*, p. 59). Pendant quelques mois directeur d'une fonderie à Anderlecht, il eut maille à partir avec le syndicat. Voici son analyse des faits: «Je demandais à mes ouvriers de 60 à 70 heures de travail par semaine alors que le syndicat des métallurgistes avait décrété qu'on ne pouvait dépasser 56 heures (...). C'était déjà cette politique de nivellement par le bas qui, de nos jours, assure le triomphe des médiocres» (*Idem*, p. 85).

journées dans les bistrots et vivaient d'expédients. Ils furent tous nommés directeurs mais Hoton quitta l'équipe dès avant la première parution suite à un différend avec Pierre Fontaine[5].

Né en 1898, Pierre Fontaine était issu d'un couple franco-hollandais. Durant sa jeunesse, rêvant de gloire littéraire, il s'était attelé à la rédaction de quelques essais consacrés aux écrivains de chez nous avant de se lancer lui-même dans la création d'oeuvres de fiction[6]. En 1927, il avait déjà à son actif trois pièces de théâtre, un recueil de poèmes et deux études littéraires[7] et, si l'on en croit le *Pourquoi Pas?* qui le qualifiait de «littérateur fameux», son talent était apprécié[8]. De 1928 à 1930, il occupa le poste de directeur du journal parlé de *Radio Belgique.* Il entra ensuite à l'Institut national de Radiodiffusion qu'il quitta rapidement, refusant d'afficher une étiquette politique alors que l'avancement des journalistes était lié à de savants équilibrages entre partis. En 1927, Fontaine avait créé *Le Rouge et le Noir,* un cercle de conférences qui connut un énorme succès dans le Bruxelles des années trente. Cette tribune voulait confronter les opinions en toute liberté. Elle donna naissance en 1930 à un hebdomadaire pluraliste fortement marqué à gauche qui évolua petit à petit vers le pacifisme intégral puis vers un soutien à la politique de neutralité du gouvernement belge.

En 1936, Fontaine devint chroniqueur à *L'Indépendance Belge,* un quotidien qui soutenait le cabinet d'union nationale conduit par Paul Van Zeeland. Il lui fournira près de 600 articles jusqu'en 1940. Grâce à cette expérience, il commença à fréquenter les milieux gouvernementaux ce qui lui permit de devenir, de 1936 à 1937, le chef du service de presse de l'Office de Redressement économique, créé par Henri De Man. Il devra ensuite quitter ce poste en raison de l'action pacifiste de son *Rouge et Noir.* Au mois de mars 1940, il fonda l'hebdomadaire *Alerte*[9] avec Alexandre André[10]. Il en était le rédacteur en chef. Après l'invasion allemande, Fontaine fuit à Paris puis à Toulouse. De retour en Belgique, il refusa d'écrire dans les journaux censurés et publia six romans policiers sous le pseudonyme d'Alan Dickson. De 1942 à 1944, il fut employé au service de documentation de la Corporation nationale de l'Agriculture et de l'Alimentation (CNAA). Après son départ de *La Lanterne* en novembre 1945, il poursuivit son activité de journaliste. De 1946 à 1949, il dirigea *Le Phare* et, jusqu'en 1952, *Le Phare Dimanche.* Il devint alors rédacteur en chef d'*Europe Magazine.* Durant la question royale, Pierre Fontaine fut un ardent léopoldiste. Il mourut en 1968.

5 Ce dernier avait décidé d'engager un journaliste, ancien de la Résistance, mais Hoton ne le supportait pas. Hoton avait été avant-guerre le rédacteur en chef du vieux journal libéral *La Gazette.* Après la Libération, il créa l'hebdomadaire satirique *L'Ane Roux.*

6 P. FONTAINE, Curriculum vitae (ca 1955) (MUSÉE DE LA LITTÉRATURE, *Fonds Pierre Fontaine*).

7 R. BRUCHER (dir), *Bibliographie des écrivains français de Belgique, 1881-1960,* t. 2, Bruxelles, 1966, p. 112.

8 «Pierre Fontaine», in *Pourquoi Pas?,* 18.X.1929, p. 2063.

9 *Alerte* était un hebdomadaire favorable au maintien de la neutralité du pays tout en ayant de fortes sympathies franco-anglaises. Voir *infra.*

10 Alexandre André (1897-1989) fut le fondateur des éditions Labor. Essayiste, il fut député permanent du Hainaut, chargé des arts, des sciences et des lettres.

Paul Méral, de son vrai nom Paul de Guchtenaere, était né à Gand en 1895. Fils d'un député catholique pionnier de la démocratie chrétienne, il publia son premier recueil de poèmes pendant la Première Guerre mondiale, aux frais d'une de ses maîtresses. Méral fut l'ami d'André Gide puis le secrétaire particulier de de Gerlache, le héros du pôle Nord, avant de partir pour les Etats-Unis puis pour Paris. Là, il se lança dans la finance et, selon son ami Franz Hellens, «devint riche et alcoolique». Vivant une existence décousue, il joua, but et écrivit de nombreux ouvrages qu'il ne termina jamais. Il devint directeur de la collection *Auteurs étrangers* de Gallimard. De 1938 à 1943, il vécut à Paris. Résistant, il fut arrêté. A sa libération, il rentra à Bruxelles et retrouva Pierre Fontaine qu'il avait connu au temps du *Rouge et Noir*. De Soete avait engagé Méral pour l'aider à rédiger ses mémoires. Ce dernier mourut en décembre 1946[11]. Pierre Fontaine contacta encore Paul Baar qu'il avait connu à *L'Indépendance Belge*. Ancien résistant, Baar fut nommé rédacteur en chef. Selon Fontaine, ce titre était honorifique. On le lui avait accordé «pour des raisons de prestige, étant entendu que la fonction même, c'est moi [Fontaine] qui l'exercerait»[12].

III. L'équipe

Durant la guerre, Lucien De Roeck[13] travaillait à la CNAA avec Pierre Fontaine. De nombreux journalistes avaient été engagés pour assurer la parution de journaux destinés aux professionnels de l'alimentation[14]. Pour De Roeck, «c'était une façon d'échapper au travail en Allemagne tout en continuant à faire un peu notre [son] métier»[15]. Il se souvient que c'est dans ce milieu que Fontaine recruta la plupart des collaborateurs de *La Lanterne*. Il est difficile de donner une couleur politique à l'équipe de l'organe bruxellois. Plusieurs journalistes, comme Méral ou Baar, qui avait été condamné à mort par les Allemands, étaient issus de la Résistance. D'autres, comme Armand Sauvage, étaient des amis de Pierre Fontaine depuis *Le Rouge et le Noir*. La plupart avaient une bonne expérience du journalisme. Ils étaient passés par des journaux très différents quoique majoritairement marqués à droite. Ainsi, Paul Baar avait été rédacteur à l'*Etoile Belge*, un journal libéral, Jeanne Wannyn (1908-1995), au *XXème siècle*(catholique), José Peraya (né en 1911), à *La Gazette*, feuille libérale très

11 F. HELLENS, *Un écrivain sans littérature: Paul Méral*, manuscrit dactylographié (MUSÉE DE LA LITTÉRATURE, ML3348-11). Voir aussi: P. FONTAINE, «Un poète est mort: Paul Méral 1894-1946», in *Le Phare*, 13.XII.1945, p. 2 et «Journal d'un journal, mes souvenirs de *La Lanterne*», in *Le Phare*, 4.I.1946, p. 4.

12 ID., «Mes souvenirs de *La Lanterne*», in *Le Phare*, 18.I.1946, p. 4.

13 Né en 1915, Lucien De Roeck fit des études à La Cambre avant de se lancer dans la publicité et de se spécialiser dans la typographie. Il enseigna l'art de dessiner les lettres à La Cambre. Il fut metteur en page du *Journal du Palais des Beaux-Arts* puis de nombreux journaux dont *La Lanterne*. On lui doit de nombreuses affiches et logos dont celui de l'Expo 58.

14 Parmi ces publications on trouve: *Le Négoce agricole, Le Boulanger, Le Grossiste en Produits alimentaires, Le Commerce de Poisson, Le Pâtissier, Le Boucher et le Charcutier, Le Commerce de Distribution.*

15 Entretien avec Lucien De Roeck, le 7.IX.1995 à Ixelles.

• Affiche de promotion de l'hebdomadaire *Le Rouge et le Noir* (1930), dessinée par Roger Van Gindertael. (Collection Archives de la Ville de Bruxelles).

à droite. Albert Bouckaert (1891-1951), que Fontaine qualifiait d'homme de droite[16], venait du *Soir* et de *Radio Belgique*. Pour Lucien De Roeck, «il est évident que c'était un journal de droite. Nous étions tous de droite, moi j'étais catholique et j'allais à la messe ! Nous gravitions autour des milieux de droite. Le maître à penser de Fontaine, c'était Henri Rochefort[17]; c'est vous dire !»[18].

La plupart des collaborateurs de *La Lanterne* devaient poursuivre une brillante carrière. Ainsi Bouckaert fut un célèbre reporter avant d'être nommé rédacteur en chef de la revue du Touring Club. Robert Chesselet (1902-1972), qui faisait ses premières armes à *La Lanterne*, devint l'un des critiques littéraires les plus appréciés de Belgique et présida l'Union de la Presse théâtrale belge[19]. Peraya partit pour le Congo où il dirigea la revue *Kasaï* et surtout, fut rédacteur en chef de l'édition congolaise du *Pourquoi Pas?* Quant à Jeanne Wannyn, elle travailla à *La Lanterne* et au *Lloyd Anversois* jusqu'à sa pension.

Du côté des illustrateurs, Fontaine s'assura, comme cela avait été le cas au *Rouge et Noir*, le concours de professionnels de talent comme Lucien De Roeck, qui sera le père de l'étoile symbole de l'Expo 58, mais aussi Albert Lemaître (1886-1975), peintre impressionniste et affichiste. Les critiques musicales étaient assurées par Arthur Michel (né en 1896) qui devait par la suite se tourner vers la presse cinématographique.

IV. Le montage financier et l'organisation de La Lanterne

Le premier conseil d'administration fut composé de J. Van den Driessche, de L. Barré et d'Alfred Verdyck. Pierre Fontaine prétend qu'il avait lui-même dressé le budget du journal[20]. Il est sûr en tout cas qu'il prit une part très importante dans la préparation du projet. Il en dessina la maquette, trouva un titre, proposa des collaborateurs. «Pierre Fontaine», écrit Paul De Soete, «se montra le plus actif, le plus positif, il se montra rapidement la cheville ouvrière du groupe»[21].

16 Albert Bouckaert entra à *Radio Belgique* en 1928. Il y présentait le journal parlé avec Pierre Fontaine. En 1930, il passa à l'Institut national de Radiodiffusion. Il était un homme de droite mais pas assez au goût des catholiques qui, si on en croit Pierre Fontaine, le firent renvoyer de l'INR pour le faire remplacer par un des leurs. C'est alors qu'il entra au *Soir*. Il collabora très régulièrement au *Rouge et Noir* de Fontaine. P. FONTAINE, «La radio d'il y a quarante ans», in *Le Pourquoi Pas?*, 8.XII.1966, p. 148-153.

17 Henri Rochefort (1831-1913) fut journaliste au *Figaro*, avant de créer *La Lanterne*. D'abord républicain, il fut député nationaliste (1885) et partisan du général Boulanger qu'il suivit dans son exil à Bruxelles.

18 Entretien avec Lucien De Roeck, *op.cit.*

19 Docteur en droit, Chesselet fut titulaire à *La Lanterne* de la rubrique *Les Echos* durant de nombreuses années. Sa notoriété lui valut de devenir président d'honneur de l'Association internationale des Critiques de Théâtre, membre honoraire du Cercle de la Critique britannique ainsi que professeur à l'Institut pour Journalistes et au Conservatoire de Bruxelles.

20 P. FONTAINE, «Mes souvenirs de *La Lanterne*», in *Le Phare*, 11.I.1946, p. 4.

21 P. DE SOETE, *op.cit.*

Dès le départ, *La Lanterne* jouit de soutiens importants. Fontaine se souvenait que De Soete avait communiqué aux trois directeurs un dossier de présentation du projet. Van den Driessche y était recommandé par Grégoire[22], futur ministre de la Justice, de Foy, le patron de la Sûreté et d'autres personnalités en vue. Le commanditaire, trouvant le budget de Fontaine trop élevé, hésita. Un déjeuner eut lieu chez De Soete auquel furent conviés les membres du conseil d'administration, les directeurs ainsi que trois personnes qui allaient jouer un rôle important par la suite: Maurice Gillon, un industriel cousin du président libéral du Sénat[23], le notaire Nelson et Cecil de Sausmarez, premier attaché de l'ambassade de Grande-Bretagne qui s'intéressait depuis le début au projet. Le repas fut charmant, «des toasts vibrants furent portés à l'Angleterre et à la Belgique»[24]. Quelques jours plus tard, une vive dispute opposa De Soete aux directeurs. Ceux-ci entendaient en effet définir seuls la ligne du journal et son style. Il semble que le programme qu'ils proposèrent ne correspondait pas exactement à l'idée que s'en faisait De Soete. Ils refusèrent de négocier.

• Pierre Fontaine vu par Jacques Ochs en 1929. (Collection Archives et Musée de la Littérature)

Au même moment, Fontaine tenta sans succès de reprendre l'imprimerie de *L'Indépendance*, à la rue des Sables. On lui proposa alors celle de *La Gazette* pour trois millions. Le commanditaire hésita[25]. Ces tergiversations diverses semblent bien avoir miné la confiance au sein de l'équipe. Finalement, Fontaine loua une imprimerie privée de la rue du Marais. De nouveaux bailleurs de fonds apparurent qui évincèrent De Soete et son commanditaire Van den Driessche. La majorité du capital fut dès lors

22 Né en 1907, Marcel Grégoire fut avocat et participa à de nombreuses publications démocrates-chrétiennes. Chef-adjoint des Forces belges de l'Intérieur durant la guerre, il participa à la création, en 1944, de l'Union démocratique belge, éphémère parti travailliste. Il fut aussi ministre de la Justice de 1945 à 1946. Il est mort en 1996.

23 Peut être est-ce Robert Gillon, le très conservateur président du Sénat, qui a introduit Sausmarez dans le groupe. Les deux hommes s'étaient en effet connus à Londres lorsque Gillon participa aux émissions de la Radio nationale belge dont Sausmarez supervisait les émissions. Voir note 27.

24 P. DE SOETE, *op.cit.*

25 P. FONTAINE, «Mes souvenirs de *La Lanterne*», in *Le Phare*, 25.I.1946, p. 4.

détenue par Paul Nelson et Maurice Gillon. Ils créèrent la société nouvelle d'impression (SONODI) qui allait devenir dès le mois d'avril 1945 une société anonyme[26].

V. Que d'Anglais !

Dès les premiers balbutiements du projet, il fut beaucoup question de l'Angleterre autour de *La Lanterne*. Il faut dire que la Grande-Bretagne était très présente dans la Belgique libérée. Le général britannique Erskine était chef du *Supreme Headquarters Allied Expeditionary Force* (*SHAEF*), le quartier général des forces alliées. Son pouvoir était tel que Cecil de Sausmarez a pu affirmer qu'il était «le proconsul de la Belgique», que le gouvernement ne décidait rien sans son autorisation[27]. De Soete déclare, dans ses mémoires, avoir choisi Paul Méral comme directeur car «il était (...) assuré de recevoir toutes les informations officielles grâce à ses relations avec l'Ambassade de Grande-Bretagne»[28].

Fontaine avait probablement des sympathies anglaises. Il est même probable que son journal *Le Rouge et le Noir*, qui était devenu neutraliste dès 1935 et soutenait la politique d'indépendance du gouvernement, n'ait pas foncièrement déplu aux diplomates anglais en poste à Bruxelles. Parmi eux se trouvait justement Cecil de Sausmarez. Il dira bien plus tard qu'une de ses missions en Belgique était d'entretenir des contacts avec les milieux neutralistes afin de favoriser un climat d'apaisement qui devait permettre à l'Angleterre de se préparer à la guerre en la retardant le plus possible[29]. Le journal *Alerte* que Fontaine créa durant la drôle de guerre était, cette fois, favorable à une solidarité de la Belgique avec les Anglais et les Français. Il n'y était plus guère question de neutralité. Sans tirer de plans sur la comète, bornons-nous à constater que la conversion de Fontaine à la cause franco-anglaise, son abandon de la neutralité radicale qui l'amènera à refuser de signer le manifeste des treize intellectuels contre la guerre, suivit le changement de position de la Grande-Bretagne qui passa de l'apaisement à l'état de guerre. Durant la guerre, Fontaine travailla quelque temps à la Corporation nationale de l'Agriculture et de l'Alimentation. Cette officine dépendait du ministère de l'Agriculture dont le secrétaire général, Emile De Winter, aida la Résistance et fut probablement en contact avec l'Angleterre.

A la création de *La Lanterne*, De Soete donna quelques directives pour la préparation du programme: «pas de politique de parti, défense des intérêts du peuple, contact

26 R. CAMPÉ, M. DUMON & J.-J. JESPERS, *Radioscopie de la presse belge*, Verviers, 1975.

27 Entretien entre Cecil de Sausmarez, José Gotovitch, Jean Dujardin et Michel Vanbergen à Guernesey du 7 au 11.IV.1975 (Centre d'Etudes et de Recherches historiques de la Seconde Guerre mondiale). Cecil de Sausmarez (1907-1986) est surtout connu pour avoir organisé les émissions à destination de l'Europe occupée durant la guerre. Après les hostilités, il devint premier attaché d'Ambassade, s'occupa du *British Council* à Bruxelles et, de 1951 à 1958, travailla à approfondir et rénover les relations anglo-allemandes. Originaire des îles anglo-normandes, il fut député du *States of Guernsey*, le parlement des îles, en 1961. *Daily Telegraph*, 9.XII.1986 (Coupure de presse conservée au CREHSGM).

28 P. DE SOETE, *op cit.*

29 Entretien avec Cecil de Sausmarez, *op.cit.*

étroit avec nos alliés d'Occident, notamment la France et l'Angleterre, appui inconditionnel à tout ce qui pouvait aider à assurer la paix dans le monde»[30]. Il est difficile de déterminer si De Soete eut seul l'idée de ce programme ou s'il lui fut suggéré par Méral, qui était son secrétaire et avait «des relations à l'ambassade de Grande-Bretagne». Fontaine souhaitait que *La Lanterne* tranche avec le reste de la presse belge. Il chercha à copier le style des journaux américains et anglais: composition sur huit colonnes, nombreuses illustrations, chapeaux... Lucien De Roeck, que Fontaine avait chargé de la mise en page, s'exprime à ce sujet en ces termes: «Quand nous avons commencé à faire des maquettes, à la Libération, les journaux anglais étaient les plus remarquables. Comme j'avais étudié quelque temps à Londres, j'y étais sensible et nous avons imité ce style»[31]. Fontaine reçut aussi l'aide de James Pollock, major anglais de l'*Intelligence Corps* et rédacteur en chef de plusieurs publications rhodésiennes[32].

Les Britanniques étaient assez hostiles au principe de l'union nationale. Leur conception anglo-saxonne de la démocratie, leur parlementarisme où l'opposition joue un rôle fondamental, s'accommodaient mal d'un gouvernement soutenu par l'ensemble des parlementaires. Ils craignaient un glissement vers la dictature. Cecil de Sausmarez déclara bien plus tard qu'il avait essayé de diviser le gouvernement quadripartite afin que le jeu politique normal reprenne au plus vite[33]. Il est possible que ses services aient utilisé Méral et Fontaine dans ce but. En effet, le journal critiqua de manière virulente le gouvernement par la voix de Fontaine tandis que Méral en appela constamment à une entente avec nos alliés anglo-saxons.

VI. Un projet politique

Nelson avait été résistant au sein du Parti belge[34], un groupuscule très à droite créé en septembre 1940 et qui défendait un programme d'Ordre nouveau. Fontaine prétendait que la présence de Nelson au sein du conseil d'administration n'avait jamais eu d'influence sur la ligne du journal[35]. Il se souvenait pourtant que ce dernier lui

30 P. DE SOETE, *op cit.*

31 Entretien avec Lucien De Roeck, *op.cit.*

32 P. FONTAINE, «Mes souvenirs de *La Lanterne*», in *Le Phare*, 15.II.1946, p. 4. Jean Léo, qui fut collaborateur extérieur de *La Lanterne* dans les années 50, se souvient que «le journal ressemblait à un journal anglais. Son titre, le graphisme concouraient à lui donner un style très moderne, plus clair que les vieux journaux belges comme *Le Soir*.» (Entretien avec Jean Léo, le 30.VIII.1995 à Bruxelles). L'importance accordée au graphisme par Fontaine est aussi soulignée par De Roeck: «J'occupais le bureau voisin de celui de Fontaine pour qu'il m'ait sous la main lorsqu'il fallait mettre en page, changer un titre ou dessiner un cul de lampe.» (Entretien avec Lucien De Roeck, *op.cit.*).

33 Entretien avec Cecil de Sausmarez, *op.cit.*

34 J. GERARD-LIBOIS & J. GOTOVITCH, *L'an 40, la Belgique occupée*, Bruxelles, 1971, p. 391.

35 Il y eut pourtant des marques d'allégeance de la rédaction au conseil d'administration, comme en témoigne ces lignes: «Dans une interview accordée récemment à notre confrère *L'Aurore*, Monsieur Nelson, notaire à Bruxelles, a fait des déclarations dont la netteté remarquable et l'intelligent bon sens méritent d'être signalés» («Opinions. A propos d'un Conseil de la Résistance», in *La Lanterne*, 28.XII.1944, p. 1).

avait déclaré qu'il soutiendrait tous ceux qui désiraient des changements politiques profonds. Nelson avait même ajouté: «il est visible que les partis politiques actuels ne représentent plus l'opinion publique ni les aspirations des masses»[36]. Il est vrai que le projet de Fontaine, Méral et consorts était déjà très influencé par les idées d'Ordre nouveau bien avant la venue de Nelson. Dans le programme que Fontaine prétendait avoir rédigé en août 1944, il affirmait entre autres: «Le but du journal proposé est de promouvoir une politique constructive d'union nationale et de concorde avec les citoyens (...) Fin des partis traditionnels, vers un parti unique, pacification des esprits. Apaisement et solution dans le domaine linguistique (...) Union nationale, fin de la lutte des classes, salaires décents et dignité de l'homme. (...) Indépendance dans le cadre des nécessités internationales et du nouveau statut de l'Europe et du monde»[37]. Bien entendu, cette conception autoritaire était assez éloignée du souci anglais de restaurer le jeu démocratique; de même, la volonté d'union nationale était en contradiction avec le désir britannique d'une restauration de l'opposition. Les attaques répétées contre le gouvernement furent pourtant de nature à entretenir un certain mécontentement et donc à fissurer le consensus politique.

Les deux directeurs se partagèrent les tâches: Fontaine serait le responsable de la politique intérieure, Méral des affaires internationales. Le premier numéro sortit de presse le 19 décembre. Il comportait deux articles programme. Le premier, signé par Pierre Fontaine, en appelait au bon sens du peuple contre les politiciens: «Il serait sans doute aisé de démontrer que les politiciens ne nous ont rien apporté depuis que la politique partisane existe. (...) Lois sociales direz-vous? Il a fallu des lustres et même des siècles pour qu'on légifère à ce propos. Et dans la mesure où on l'a fait c'est moins aux politiciens qu'on le doit qu'aux manifestations populaires. (...) On parle beaucoup de politique parce qu'on ne fait pas l'effort qu'il faut pour parler d'autre chose. Ces autres choses n'en existent pas moins: la guerre qui n'est pas finie, le sort des Nations, l'équilibre des mondes. Il n'apparaît pas qu'on puisse compter (...) sur les politiciens pour régler ces questions-là. C'est pourquoi, il s'impose aux hommes de bonne volonté de détourner parfois les yeux de la scène politique (...) il faut compter sur la population de l'ouvrier au penseur, tous ceux-là n'ont pas le temps de parloter au parlement». Fontaine, ambigu comme à son habitude, terminait son article de manière inattendue, se demandant s'il fallait mépriser les politiciens pour leur incompétence: «(...) ils sont le pur symbole de la démocratie à quoi nul plus que nous ne demeure attaché»[38].

Quant à Méral, il s'intéressait au sort de l'humanité: «(...) ce n'est pas sous le couvert d'un esprit d'indépendance périmé et de méfiance grotesque qu'il serait permis aux petits pays de se désolidariser des grandes nations. (...) Il faut que le monde sorte rénové de ce bain de sang. (...) Ni nationalisme intégral, ni internationalisme délirant. Le

36 P. FONTAINE, «Mes souvenirs de *La Lanterne*», in *Le Phare*, 25.I.1946, p. 4.
37 *Idem*, 18.I.1946, p. 4.
38 P. FONTAINE, «La politique n'a pas tant d'importance», in *La Lanterne*, 19.XII.1944, p. 3.

monde entier au service du monde entier: voilà la formule»[39]. Méral ne cessera de défendre des idées de ce type dans le journal. Sa foi en une espèce d'internationalisme mythique, plaçant ses espoirs dans les pays anglo-saxons pour rénover le monde, ne se démentira jamais. «Le monde», écrira-t-il un peu plus tard, «ne pourra se rétablir et se refaire que sur des bases d'où les frontières seront exclues, les préjugés moraux exclus et la joie de vivre admise comme principe»[40].

• Encart publicitaire pour le lancement de *La Lanterne*.

Dès ce premier numéro, les deux faces de *La Lanterne* se profilent: pour Méral, une aspiration à la fraternité universelle et à la collaboration de classe, qui se traduira rapidement par une adhésion au travaillisme; pour Fontaine, un rejet radical de la classe politique, qui débouchera sur une espèce de pré-poujadisme. Ces deux avatars de l'idéologie d'Ordre nouveau de l'immédiat après-guerre annoncent pourtant l'atlantisme de la période suivante. Signalons encore que jusqu'à la fin des hostilités, la majorité des articles publiés seront consacrés à la situation militaire. Jusqu'en mai 1945, environ un tiers du journal est composé de communiqués et de photographies fournis par les services alliés.

VII. Ces messieurs de Londres

Dès ses premiers numéros, *La Lanterne* critiqua le gouvernement de Londres[41]. Le 21 décembre déjà, Fontaine affirmait que le gouvernement Pierlot ne représentait pas le pays. Les Belges avaient espéré que le premier ministre serait «un homme de l'intérieur, ayant vécu l'occupation, s'y étant noblement comporté»[42]. Ce gouvernement était éminemment suspect aux yeux de Fontaine: qu'avaient fait à Londres ces ministres tandis que la population belge souffrait? De quel droit s'arrogeaient-ils l'autorisation de donner ordres et directives à ceux qui avaient payé un lourd tribut à

39 P. MÉRAL, «Espoir du nouveau monde», in *La Lanterne*, 19.XII.1944, p. 1.

40 ID., «La queue de poisson», in *La Lanterne*, 19.IV.1945, p. 1.

41 Cette défiance vis-à-vis du gouvernement de Londres semble avoir été très répandue. Dans ses rapports sur la situation dans les territoires libérés, la première armée américaine note très tôt que les Belges jugent le gouvernement incapable de résoudre certains problèmes. «*Belgians are coming to them (Civil Affairs) with governmental problems which they find their own government unable to solve*». *First Army Report, G5, CASUM* (*Civil Affairs summaries*), *report*, série 101-5, 17.XI.1944 (CREHSGM, AW 3, copies).

42 P. FONTAINE, «Salutations distinguées à un gouvernement provisoire», in *La Lanterne*, 21.XII.1944, p. 1.

l'occupation? Méral partageait tout à fait ces vues: «(...) quand les citoyens imbus de leurs droits, demanderont-ils à ces messieurs de Londres de rendre des comptes sur leur soi-disant gestion de 1940 à 1944, avec correspondance, comptabilité, texte à l'appui? Quand tous ces hommes de bonne volonté qui ont souffert pour la patrie, dans leur chair et dans leur sang, forceront-ils tous ces Jocrisse de l'émigration à expliquer leur politique et à s'expliquer tout court? L'avenir du pays est à ce prix. L'Union nationale n'est pas possible en dehors de la vérité. Il faut que toutes les tergiversations, que toutes les compromissions soient élucidées. Bref, il faut que les Belges sachent ce que Pierlot et ses acolytes ont fait à Londres. Une commission d'enquête s'impose. D'ici là, une vie nationale saine ne peut être qu'une utopie ou un leurre»[43]. On est frappé par l'absence de reproches précis faits au gouvernement de Londres. Méral et Fontaine, comme beaucoup d'autres, colportaient des bruits, des impressions. Leurs accusations reposaient sur des suppositions, des craintes et, au fond, il s'agissait surtout de la condamnation morale d'un gouvernement qui avait abandonné la Belgique en 1940. Lorsque le Parlement, en pleine période de guerre et de pénuries, décida de payer des indemnités aux parlementaires pour la période de guerre, Robert Chesselet s'indigna, demandant s'il s'agissait de «congés payés»[44].

La critique du gouvernement Pierlot fut constante. Pour Méral, on n'avait pas connu de gouvernement plus impopulaire depuis 1884. «Je ne connais pas», écrivait-il, «un Belge sur cent pour le défendre et même l'admettre»[45]. Ce cabinet qu'il qualifiait volontiers de fantoche, lui semblait rongé par la politique partisane: «tous les programmes des partis politicailleurs sont de vastes synthèses aussi vides que truffées de substantifs sonores: grandeur dans la dignité, gloire dans la paix, justice dans la vérité etc»[46]. A cela, il opposait le programme de *La Lanterne*: union nationale et solidarité internationale; en somme, il s'agissait de faire triompher le bon sens contre les politiciens malhonnêtes et menteurs. Fontaine s'exprimait dans le même sens: «Ce n'est pas le fait qu'il y ait des partis qui est désolant (...) c'est qu'on en parle, qu'on exhibe sa carte de membre, qu'on colle l'insigne du parti sur sa porte et que, pour un peu, on stipule sa qualité politique dans son état civil, à la suite de son dernier prénom»[47]. Quelques jours avant la chute du gouvernement Pierlot, Fontaine faisait le bilan des mesures prises depuis la Libération: «(...)la Bourse est toujours fermée, le marché immobilier est interdit, les transports sont inexistants, le charbon manque et l'argent est bloqué (...) le marché noir plus triomphant que jamais, camions qui roulent à vide, les péniches immobiles sur nos canaux, l'épuration ratée (tant en ce qu'elle a d'insuffisant que d'excessif), les évacués sans recours, les sinistrés sans espoir, les villes belges désunies, ce n'est pas non plus la faute du gouvernement?»[48].

43 P. MÉRAL, «Le retour de Robinson», in *La Lanterne*, 26.I.1945, p. 1.
44 R. CHESSELET, «Faut-il payer 160.000 francs aux parlementaires?», in *La Lanterne*, 17.I.1945, p. 1.
45 P. MÉRAL, «La victoire est acquise», in *La Lanterne*, 28.XII.1944, p. 1.
46 ID., «Position d'un journal indépendant», in *La Lanterne*, 4.I.1945, p. 1.
47 P. FONTAINE, «De quel parti êtes-vous?», in *La Lanterne*, 9.I.1945, p. 1.
48 ID., «Les Belges sont-ils amorphes?», in *La Lanterne*, 24.I.1945, p. 1.

Eclairez votre lanterne...

LA LANTERNE

QUOTIDIEN D'UNION NATIONALE ET DE SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

...et économisez l'électricité

PREMIERE ANNEE — N° 1 — 1 FR. BRUXELLES MARDI 19 DECEMBRE 1944

1 Roosevelt, Churchill et Staline se rencontreront à Moscou fin janvier

2 Le journaliste Jules Lhost est condamné à la détention perpétuelle

100 DIVISIONS ALLIEES MONTENT EN LIGNE SUR LE FRONT OUEST

Les Allemands tentent un ultime effort entre Echternach et Malmédy

DANS la journée de lundi, le correspondant de l'Agence Reuter auprès du G. Q. G. allié annonçait que la nouvelle bataille se livrant aux frontières belge et luxembourgeoise avait pris les proportions d'une contre-offensive de grande envergure, avec emploi massif de chars, d'avions et de parachutistes.

DANS cette nouvelle bataille, — intitulée la bataille des Ardennes, — qui se déroule sur un front de 80 km. entre les points extrêmes de Montjoie et de Trèves, les Allemands ont mis en ligne des forces considérables d'infanterie, des divisions blindées et le plus grand nombre d'avions qu'on ait vu depuis le débarquement en Normandie.

ESPOIR EN UN MONDE NOUVEAU

LE MONDE EST UN TOUT INDIVISIBLE

PARIS et MOSCOU sont d'accord

ON sait que le problème franco-allemand a toujours eu pour la France et pour la Russie une signification toute particulière. Le traité franco-soviétique du 10 décembre constituera cette fois le lien le plus puissant qui ait jamais été créé dans le but de battre l'Allemagne de façon décisive dans sa tentative d'asservir l'Est et l'Ouest européens.

L'ANGLETERRE EN GUERRE

Budapest, nouveau Stalingrad

LES TROIS CHEFS ALLIES SE REUNIRONT PROCHAINEMENT

Cet obus ira s'abattre au delà du Rhin

OPINIONS

Naissance d'un journal

Le voyage de de Gaulle

• **19 décembre 1944: le premier numéro de *La Lanterne* sort de presse.**

VIII. Le plan Gutt

Un des principaux motifs de mécontentement de *La Lanterne* fut la mise en oeuvre du plan Gutt, du nom de son concepteur, le ministre libéral des Finances. Dès son retour de Londres, le gouvernement s'attacha à consolider la monnaie, à diminuer l'inflation et à confisquer les bénéfices réalisés grâce à la guerre. Le 2 septembre déjà, on dévalua le franc belge. Par ailleurs, chaque Belge put échanger 2000 francs contre de nouveaux billets qui avaient été imprimés à Londres. Le reste de l'argent disponible dans le pays fut bloqué. Ceci permit de faire disparaître de la circulation les profits de guerre illégitimes car nombreux furent ceux qui n'osèrent pas les déclarer. On créa aussi un impôt sur les bénéfices réalisés sous l'occupation. Dans le même esprit, Gaston Eyskens, qui succéda à Gutt, fit lever un impôt sur les biens qui avaient été acquis depuis 1941.

Dès le premier numéro du journal, Robert Chesselet s'inquiéta du fait que, «sous prétexte d'imposer les profiteurs de guerre», on opéra «un prélèvement de capital». Pour Chesselet, la taxation des bénéfices réalisés pendant la guerre à la faveur de la hausse des prix revenait à créer un véritable impôt sur le capital[49]. Fontaine surenchérit, affir-

49 R. CHESSELET, «Imposera-t-on les plus-values?», in *La Lanterne*, 19.XII.1944, p. 3.

mant: «Son impôt sur le capital se réclame sans oser l'avouer d'un principe spécifiquement communiste»; de plus «ce ne seront pas seulement les mauvais Belges qui se seront enrichis par des moyens répréhensibles qui seront frappés mais, dans la même mesure, ceux là qui, tout en restant parfaitement honnêtes ont vu grossir leur capital. On peut être très bon Belge et bénéficier, pendant la guerre, d'une augmentation de patrimoine»[50]. La campagne anti-Gutt se poursuivit méthodiquement. Chaque jour, on insistait sur un autre aspect du plan. Le journal affirma ainsi que la France considérait «l'expérience Gutt comme un échec et le peuple belge comme un cobaye financier malchanceux»[51], et que les sinistrés ne parvenaient pas à reconstruire, Gutt ne leur ayant pas laissé assez d'argent[52]. Sous le titre «Les méfaits du plan Gutt», Maurice Aebly décrivait les difficultés de ceux qui avaient vu leurs économies bloquées et se retrouvaient sur la paille, alors que de nombreux collaborateurs continuaient à vivre comme des princes[53]. Quant à Armand Sauvage, il ironisait: «Et si demain Monsieur Pierlot veut bien avoir le courage politique d'admettre qu'il gouverne comme une pantoufle et Monsieur Gutt qu'il s'est fourré le doigt dans l'oeil avec ses combinaisons monétaires, on irait peut-être bien jusqu'à la tournée générale»[54]. Fontaine s'en prenait à Gutt sans ménagement. Il s'est trompé, disait-il, parce que ses mesures fragmentaires, sans vue d'ensemble, ont frappé indistinctement tous les citoyens au lieu de taxer spécifiquement les profiteurs; «il a tué la confiance» et le Belge est découragé[55]. Mais lorsque Fontaine se hasardait à donner des conseils au gouvernement, il émettait des avis qui, finalement, n'étaient pas très éloignés de la politique effectivement menée. Il reconnaissait la nécessité de taxer la monnaie et même d'imposer le capital mais cet impôt devait être «établi de telle sorte qu'il ne compromette ni la vie matérielle de chacun ni surtout la vie économique». En outre, Fontaine demandait la saisie des bénéfices illicites des trafiquants et, plus généralement, que les mesures financières soient prises dans un esprit de justice. Enfin, il exigeait de l'Etat un programme ambitieux, un plan «comportant: une politique de grands travaux, une politique sociale, une politique fiscale»[56].

Au fond, la virulence avec laquelle *La Lanterne* attaquait le gouvernement ne trouve guère de justification dans ses positions propres. Les propos énoncés quelques mois plus tard par Fontaine selon lesquels «tous les Belges n'ayant pas quitté le pays durant les hostilités sont suspects»[57] est peut-être mieux à même de fournir une clef d'explication. Parallèlement à ces critiques, *La Lanterne* s'en prenait régulièrement à l'inca-

50 «Gutt parle et ne dit rien», in *La Lanterne*, 23.XII.1944, p. 1.

51 «L'expérience Gutt vue de France», in *La Lanterne*, 21.XII.1944, p.1.

52 «De la parole aux actes», in *La Lanterne*, 27.XII.1944, p. 1.

53 M. AEBLY, «Les méfaits du plan Gutt», in *La Lanterne*, 12.I.1945, p. 3.

54 «Petit café», in *La Lanterne*, 13.I.1945, p. 2. La rubrique *Petit café*, une des plus virulentes du journal, était tenue par Armand Sauvage, un ami de Pierre Fontaine avec qui il avait travaillé au *Rouge et Noir*. Durant les années vingt et trente, Sauvage collabora à de nombreux petits journaux politico-littéraires dont le très réactionnaire *Coups de Plume* d'Albert Henri Heine.

55 P. FONTAINE, «La Belgique est le cobaye de l'Europe», in *La Lanterne*, 19.I.1945, p. 1.

56 ID., «Si M. Gutt avait voulu», in *La Lanterne*, 22.I.1945, p. 1.

57 ID., «Le fisc à l'oeuvre», in *La Lanterne*, 15 et 16.IX.1945, p. 1.

pacité du gouvernement à lutter contre le marché noir. Pour Robert Chesselet, le gouvernement était même responsable de la reprise de cette pratique. Selon lui, durant la guerre, chacun se louait des services rendus par les mercantis et puisqu'on copiait aujourd'hui les méthodes des Allemands par l'instauration d'une économie de pénurie, il était bien normal que les trafics reprennent[58]. Paul Baar n'était pas loin de partager cette analyse, affirmant que le seul charbon à trouver en Belgique était celui qu'on vendait au marché noir. «Un jour viendra», concluait-il, «où le gouvernement aura à répondre devant le peuple de sa gestion. La question est de savoir si on lui en laissera le temps, car il ne suffit pas de vouloir gouverner dans la légalité, il faut encore et d'abord que l'on soit digne de gouverner»[59].

IX. La répression

Dès ses premiers numéros, *La Lanterne* dénonça la manière dont la répression était menée[60]. «Les arrestations», lisait-on, «ont été effectuées à tort et à travers, dans un désordre indescriptible. A tel point qu'à l'heure actuelle d'excellents patriotes sont encore enfermés au Petit Château ou à Saint-Gilles tandis que des collaborateurs et des espions continuent à nuire au pays. (...) Qu'on réduise au minimum la paperasserie qui encombre les auditorats militaires et qu'on procède au plus vite à l'épuration»[61]. Fontaine exigea très vite que la répression n'oublie personne. En particulier, il craignait qu'on ne juge pas avec toute la sévérité requise les fuyards, ceux qui, du bourgmestre au gouvernement Pierlot, avaient abandonné le citoyen dans une situation dramatique. Il fallait poursuivre ces coupables et les empêcher de retrouver leurs postes. «Puisque la justice s'en mêle», écrivait-il, «qu'elle aille jusqu'au bout. Depuis A jusqu'à Z. Depuis le 10 mai 1940 jusqu'en septembre 1944. Et pas seulement le lampiste et l'intellectuel. Tout le monde s'il vous plaît. Tout le monde ou personne»[62].

Cette position était partagée par Méral qui s'indignait qu'on ait «distribué 10, 15, 20 ans de travaux forcés à des *NSKK* à 60 francs par jour et alloué des condamnations à mort à des intellectuels dont beaucoup n'étaient que des esprits égarés, victimes de fausses idéologies et dénués de sens critique. Mais on attend toujours la parution dans le box de tel gros fournisseur de produits chimiques, etc (...)»[63]. Les articles dénonçant la partialité de la répression se multiplièrent. Robert Chesselet affirmait ainsi qu'une extrême rigueur envers les gros collaborateurs était indispensable et il s'inquiétait du retard pris en la matière tandis que des «gamins inconscients» avaient écopé de vingt ans[64]. Sur ce sujet, la rédaction était souvent unanime. Paul Baar écri-

58 R. CHESSELET, «Le gouvernement prend de mauvaises mesures contre le marché noir», in *La Lanterne*, 23.I.1945, p. 1.

59 P. BAAR, «Dix degrés sous zéro et le charbonnier est maître chez soi», in *La Lanterne*, 12.I.1945, p. 1.

60 Sur la répression, voir: L. HUYSE & S. DHONDT, *La répression des collaborations 1942-1952*, Bruxelles, CRISP, 1993.

61 «L'activité des tribunaux militaires», in *La Lanterne*, 27.XII.1944, p. 3.

62 P. FONTAINE, «Oublions le passé», in *La Lanterne*, 12.I.1945, p. 1.

63 P. MÉRAL, «Responsabilités», in *La Lanterne*, 27.I.1945, p. 1.

64 R. CHESSELET, «Deux poids deux mesures», in *La Lanterne*, 19.III.1945, p. 1.

vait en mai 1945: «Nous ne nous lasserons pas de répéter que l'épuration doit être faite d'abord par le haut et que les vrais criminels ne sont point les misérables dévoyés que les tribunaux condamnent pour le moment (...)»[65].

Finalement, le journal en vint à accuser le gouvernement de protéger certains coupables, fuyards et industriels [66]. Devant ce qui lui semblait une scandaleuse injustice, Fontaine prit le parti d'en appeler à la clémence. La répression touchait 310.000 personnes; en comptant leur famille, il évaluait le nombre de Belges concernés par ce problème à 2 millions. «Beaucoup ont été faibles, mal informés, mal inspirés (...) et ils ont collaboré sans le savoir (...). Peut-on demander à quiconque d'avoir une conscience aussi pure et un esprit aussi lucide en des temps si troublés? (...)». Il espérait qu'on freinerait «la fureur répressive»[67]. Un de ses derniers articles pour *La Lanterne* était encore consacré à ce problème. Il y plaidait pour une «épuration beaucoup plus circonspecte, beaucoup plus humaine»[68].

Il faut noter que beaucoup d'amis de Fontaine – de Jean Libert à Gabriel Figeys en passant par Gaston Derijcke et Marcel Dehaye ou encore Pierre Hubermont – avaient collaboré avec l'occupant. La plupart étaient des intellectuels et avaient travaillé dans la presse officielle, contrôlée par les Allemands. Fontaine fut très touché par les condamnations qu'ils subirent et il considéra comme une grande injustice de faire payer ceux qu'il appelait volontiers des «lampistes» plutôt que ceux qui s'étaient enrichis. Il écrivait ainsi à Jean Libert en 1967: «Ce qui me console de cette stupide époque, m'enchante et m'éblouit, c'est la manière dont sont sortis du pétrin la plupart de nos exilés qui ont si bien redressé la situation (...) et sont devenus cent fois plus brillants et honorés que s'ils avaient continué à piétiner nos étroites provinces»[69]. Parallèlement à ses critiques de la répression, *La Lanterne* reprochait au gouvernement de manquer d'égard vis-à-vis de la Résistance. Le désarmement des résistants, l'inculpation de certains maquisards qui avaient abattu des collaborateurs, les difficultés de donner un statut à la Résistance scandalisaient Paul Baar[70].

X. La politique sociale

La politique sociale n'a guère retenu l'attention des journalistes de *La Lanterne* et leurs analyses ne paraissent pas indiquer une sensibilité particulièrement progressiste. La sécurité sociale naquit pourtant en décembre 1944, quelques jours à peine après la sortie de presse du journal. Dans le premier numéro, Robert Chesselet commentait la préparation du pacte social sur un ton particulièrement réactionnaire qui restera

65 P. BAAR, «Assez d'hypocrisie», in *La Lanterne*, 19, 20 et 21.V.1945, p. 1.
66 «Civisme et incivisme», in *La Lanterne*, 21.VI.1945, p. 1.
67 P. FONTAINE, «La justice difficile», in *La Lanterne*, 8 et 9.IX.1945, p. 1.
68 ID., «A propos de l'épuration», in *La Lanterne*, 31.X et 1.XI.1945, p. 1.
69 Lettre de Pierre Fontaine à Jean Libert, 6.IV.1967 (Musée de la Littérature, *Fonds Pierre Fontaine*, non répertorié).
70 P. BAAR, «Arnaud Fraiteur est-il un assassin?», in *La Lanterne*, 20.I.1945, p. 1.

celui du journal, lorsqu'à l'occasion, il se préoccupera de ces questions. La sécurité sociale de Van Acker lui déplaisait, non seulement parce qu'elle coûterait très cher, mais aussi parce qu'elle pousserait à la fainéantise en accordant automatiquement des allocations aux chômeurs[71]. Pour Pierre Fontaine, si le fait d'avoir doté le pays d'une sécurité sociale était certainement louable, on ne pouvait que regretter que cela n'ait «d'autre conséquence immédiate que de pomper des milliards à une économie déjà si mal en point avec promesse de les ristourner à échéance vraiment lointaine et sous une forme qui n'est même pas exactement déterminée». Et il concluait: «Est-ce bien le moment?»[72].

• Pierre Fontaine, directeur de l'hebdomadaire *Le Rouge et le Noir* dans les années trente et de *La Lanterne* après la guerre. Photographié ici dans les années cinquante. (Photo journal *Le Soir*).

Pierre Fontaine affirmera pourtant être un chaud partisan d'une politique sociale, allant jusqu'à déclarer: «La paix sera sociale ou ne sera pas»[73]. Difficile de déterminer ce qu'il entendait par là, lui qui relayait un discours des plus libéraux, parlant de fiscalité délirante et décrivant le calvaire du petit commerçant harcelé par le fisc. «Les lois sociales», écrivait-il, «(...) prennent au salarié une part importante de son maigre salaire tout en contraignant l'employeur à grever hypertrophiquement ses frais et à engager deux comptables de plus et un juriste (...). Qu'on n'en conclue point que nous sommes ennemis des lois sociales. Nous croyons seulement que, telles qu'on les a conçues, elles sont la plus grande escroquerie démagogique du siècle, en ce qu'elles prélèvent de l'argent qu'elles ne promettent de restituer que 20 ou 40 ans plus tard, à un intérêt moindre que n'importe quelle officine (...)». Il y a, à tout le moins, dans cette prise de position, une condamnation du principe de solidarité qui est à la base de la sécurité sociale. Finalement, lorsque Fontaine réclamait une politique sociale, il songeait probablement bien plus à une augmentation des budgets de l'assistance publique et à des formes de charité d'Etat qu'à une protection identique pour tous.

71 R. CHESSELET, «M. Van Acker parle de son plan et M. Gutt parle de s'en aller», in *La Lanterne*, 19.XII.1944, p. 3.

72 P. FONTAINE, «On cherche un homme», in *La Lanterne*, 5.II.1945, p. 1

73 ID., «En place pour la Paix», in *La Lanterne*, 16.IV.1945, p. 1.

La Lanterne reprocha aussi au Parti communiste de saboter les efforts de rénovation du pays en favorisant l'agitation sociale, notamment dans les charbonnages[74]. Cette affirmation, bien qu'elle fût largement infondée, se répéta souvent. Le journal condamna la grève des mineurs du Centre qui commença en janvier 1945[75]. Robert Chesselet alla jusqu'à écrire que les grèves de mineurs «sont intolérables» parce que «produire du charbon, c'est une question de salut public»[76]. Il appelait le gouvernement à réprimer énergiquement de tels mouvements et condamnait ceux des parlementaires qui soutenaient la grève. Quant à Fontaine, tout en affirmant que le travail devait reprendre au plus tôt, il comprenait les mineurs qui trimaient dur pour des salaires très faibles. Selon lui, le fautif était le gouvernement auquel il reprochait de ne pas subventionner leurs salaires. Et s'il y avait du charbon, pourquoi les mineurs n'en avaient-ils pas alors que les bureaux des ministres «sont chauffés de telle manière qu'il faille y laisser les fenêtres ouvertes en plein hiver»[77].

XI. La censure

S'il comprenait la nécessité de la censure militaire, le journal se prononça très tôt contre toute forme de contrôle politique de la presse. Lorsqu'en janvier 1945 le ministre De Schrijver mit la presse en garde contre tout dérapage, Fontaine s'indigna: «(...) il y a cependant beaucoup d'autres choses à faire que de traquer les journalistes (...). Avez-vous déjà oublié qu'en Angleterre la presse est libre et que cela n'empêche nullement Monsieur Churchill et le pays entier de faire du bon travail? La censure (...) est bien le dernier argument au service des mauvaises causes. Qui en use en périt. C'est l'arme des faibles. Il est vrai que vous êtes faibles»[78].

En avril, plusieurs journaux furent interdits. *La Lanterne* exigea immédiatement qu'on lève ces sanctions. Les campagnes contre la censure redoublèrent à partir de mai 1945, lorsque, la guerre étant terminée, le contrôle de la presse ne parut plus se justifier. Parallèlement à ces prises de positions, Pierre Fontaine affirmait que la presse restait le seul rempart du peuple contre les politiciens: «Si aucun parlementaire ne se décide, il faudra bien, une fois encore que la presse s'en mêle. Il est vrai que, de plus en plus, elle se substitue au Parlement (...) parce qu'un pays vivant comme le nôtre, ardent comme le nôtre et qui a le souci de ses droits et de sa dignité trouvera toujours à s'exprimer. C'est bien pour cela, soit dit en passant, que la presse a remplacé le Parlement. Et qu'elle prie poliment Messieurs les ministres de Limoges et de Londres, de dire explicitement ce qui s'est passé au juste pendant les quatre années d'exode. Parce qu'enfin, et réflexion faite, c'est au pays qu'il appartient de juger les ministres et point à ceux-ci de s'ériger en juges»[79].

74 J. PIERAT, «Nos charbonnages produisent un million de tonnes par mois», in *La Lanterne*, 4.I.1945, p. 2.
75 R. CHESSELET, «Puissent les mineurs s'engager dans la bonne voie», in *La Lanterne*, 30.I.1945, p. 1.
76 ID., «La bataille du charbon traverse une phase critique», in *La Lanterne*, 15.V.1945, p. 1.
77 P. FONTAINE, «Le problème majeur des mineurs», in *La Lanterne*, 19, 20 et 21.V.1945, p. 1.
78 ID., «La censure est l'arme des faibles», in *La Lanterne*, 13.I.1945, p. 1.
79 ID., «De Limoges à Canossa», in *La Lanterne*, 27.III.1945, p. 1.

XII. Van Acker remplace Pierlot

Le ton systématiquement hostile au gouvernement allait évoluer petit à petit à partir du mois de février 1945, lorsque le socialiste Van Acker remplaça Pierlot. Les socialistes étaient entrés en conflit avec Pierlot au début de février. Ils lui reprochaient sa gestion en matière d'approvisionnement et de justice. Ils interpellèrent le premier ministre au Parlement et, comme celui-ci avait annulé sa réponse à la dernière minute, firent tomber le gouvernement. Dès le début de la crise, Fontaine espéra ardemment le départ de Pierlot et la venue d'hommes nouveaux: «(...) [que] ni de Londres ni de Limoges, ni du 10 mai 1940, (...) [ne] vienne ce gouvernement qui aura compris, dont les membres n'auront point perdu tout sens des réalités nationales et du devoir au cours de quatre années d'une politique versatile et coûteuse, d'un exil amollissant et stérile où rien n'a été préparé, ni ordonné, ni pensé»[80]. Méral exprimait ses espoirs quelques jours plus tard. Il souhaitait lui aussi le départ de ces «incompétents Messieurs de Londres». «Le peuple», écrivait-il «(...) veut que le pays soit un, que les partis disparaissent, que l'organisation nationale soit rénovée et rajeunie, que les groupes de Résistance aient droit à la parole, que l'âme vibrante du peuple puisse s'exprimer librement, loin de toutes les critiques de clocher, dans une politique européenne harmonieuse basée sur l'accord avec les alliés libérateurs et les alliés libérés»[81].

Achille Van Acker[82] fut nommé premier ministre le 12 février. Il n'avait pas passé la guerre en exil et c'est sans doute ce qui lui valut la sympathie des journalistes de *La Lanterne*. Dès le 28 février, Robert Chesselet se félicitait des intentions du gouvernement. Les mesures proposées pour approvisionner le pays en charbon, les projets dans les domaines du ravitaillement et de la lutte contre le marché noir le rassuraient[83]. Le journal approuva même le recours aux pouvoirs spéciaux, estimant qu'il fallait laisser «à l'exécutif le droit de prendre des mesures conservatoires convenables. Si l'on doit faire la guerre au marché noir, il ne faut pas que ce soit une guerre superficielle»[84]. Et dès le 14 mars, Chesselet se réjouissait en ces termes des premières mesures prises par la nouvelle équipe: «L'heure n'est pas aux vaines parlotes et le gouvernement Van Acker, en sachant obtenir en trois semaines des résultats non négligeables, a bien mérité qu'on lui fasse confiance pendant six mois»[85].

Pierre Fontaine ne l'entendait pas de cette oreille. Il ne souhaitait pas plus soutenir Van Acker qu'il n'avait soutenu Pierlot. Il trouva très vite un sujet de mécontente-

80 ID., «On demande des hommes nouveaux», in *La Lanterne*, 2.II.1945, p. 1.

81 P. MÉRAL, «Possibilités de redressement», in *La Lanterne*, 6.II.1945, p. 1.

82 Achille Van Acker (1898-1975) fut représentant de Bruges dès 1927. Membre du bureau du POB, il participa à la Résistance socialiste et devint président du Parti socialiste clandestin. Il fut ministre à de nombreuses reprises entre 1944 et 1958. Il finit sa carrière comme président de la Chambre. Il est le père de la sécurité sociale.

83 R. CHESSELET, «Les ministres changent de ton», in *La Lanterne*, 28.II.1945, p. 1.

84 «M. Van Acker réclamera des pouvoirs étendus», in *La Lanterne*, 10.III.1945, p. 1.

85 R. CHESSELET, «La commission de la Chambre adopte le projet Van Acker sur les pouvoirs spéciaux», in *La Lanterne*, 14.III.1945, p. 1.

ment dans les projets de Gaston Eyskens. Celui-ci continuait la politique de Gutt mais en l'amendant quelque peu. Or, écrivait Fontaine, cette expérience Gutt fut un désastre qu'aucun pays n'a imité: «La France a rejeté dédaigneusement les projets Mendès France et l'on constate avec quelle prudence nos plus proches voisins qui ne montrent pas dans leur politique l'incohérence qui caractérise la nôtre ont le respect du bas de laine»[86]. Il reprit donc sa croisade contre les taxes et l'incompétence supposée des ministres: «Qui ne fraude pas doit mourir: matériellement par la famine et le froid, économiquement parce que le fisc lui prend plus qu'il ne gagne»[87]. Et lorsque Van Acker décida de bloquer les salaires au niveau de 1940 majoré de 60 pour cent, il affirma que le gouvernement allait nous imposer des conditions de vie aussi terribles que celles que les Allemands avaient instaurées[88].

Jour après jour, Fontaine critiquait jusqu'aux mesures les plus insignifiantes prises par le gouvernement Van Acker, n'hésitant pas à écrire que tout allait mal. Il attribuait les problèmes du pays au rôle néfaste joué par les partis politiques dans la vie nationale mais aussi à celui des fonctionnaires «incapables par nature et irresponsables par définition»[89] à qui le cabinet laissait beaucoup trop de liberté. Il lui semblait primordial d'empêcher les spécialistes des ministères de fixer eux-mêmes les normes et règlements qui régissaient la Belgique. Ecrasé sous les lois et arrêtés divers, le Belge était à la merci d'une administration tatillonne et dictatoriale. Bref, «par la faute, l'incompétence, l'impéritie et la paresse de ministres improvisés et qui ne représentent rien, nous allons droit à la mésentente, à l'anarchie et au rang de petite nation perdue»[90]. Il confirmait ce diagnostic quelques semaines plus tard: «Les gouvernements que nous avons eu, à peu d'exceptions près (...) n'ont rien apporté au pays que des discours stériles, des arrêtés inapplicables et inappliqués et des impôts trop lourds. Aucune idée maîtresse, aucune ligne politique, aucun plan, aucune règle mais des mesures empiriques, des velléités d'un jour. En réalité, si le pays tient le coup, si les affaires marchent tant bien que mal, si on en sort plus ou moins, ce n'est ni aux ministres, ni aux fonctionnaires qu'on le doit, c'est au peuple même (...)»[91].

Il semble que l'ambiance ait commencé à se dégrader à partir de cette époque au sein de l'équipe de *La Lanterne*. Méral publia quelques articles de politique intérieure où il se montrait beaucoup plus confiant dans les capacités du gouvernement et singulièrement de Van Acker dont il espérait qu'il persévérerait «dans la ligne qu'il s'est tracée et qui correspond aux aspirations légitimes de tous les hommes de bonne volonté»[92]. Dès ce moment, Fontaine reprocha à ses collègues de faire de la politique

86 P. FONTAINE, «De qui se moque-t-on?», in *La Lanterne*, 30.III.1945, p. 1.
87 ID., «La fraude vertu nouvelle», in *La Lanterne*, 5.IV.1945, p. 1.
88 ID., «Cent soixante pourcent», in *La Lanterne*, 10.IV.1945, p. 1.
89 ID., «La paix commence», in *La Lanterne*, 14.V.1945, p. 1.
90 *Ibidem*.
91 ID., «Avec ou sans ministres», in *La Lanterne*, 7 et 8.VII.1945, p. 1.
92 P. MÉRAL, «L'heure de la lucidité», in *La Lanterne*, 12 et 13.V.1945, p. 1.

* Affiche promotionnelle du journal, conçue par Lucien De Roeck. (Collection L. De Roeck).

de parti, ce qui était en contradiction avec le projet de *La Lanterne*. Il s'inquiétait en particulier de la parution de plusieurs articles au ton franchement anti-catholique[93].

93 P. FONTAINE, «Mes souvenirs de *La Lanterne*», in *Le Phare*, 1.III.1946, p. 4.

XIII. La question royale

Dès le mois de mai 1945, les socialistes se prononcèrent pour l'abdication de Léopold III. Le 7 mai, Méral affirma qu'il refusait de prendre parti. Il demandait qu'on n'utilise pas contre le Roi des arguments liés à sa vie privée, il exhortait les hommes politiques à ne pas diviser le pays en le plaçant devant le fait accompli, il exigeait un référendum[94]. Pourtant, quelques jours à peine après cet article, il se prononça pour l'abdication, écrivant que la monarchie ne pourrait être sauvée que si «celui qui ne peut plus la représenter avec l'adhésion unanime du pays ait [avait] conscience de son devoir»[95]. Cette évolution de Méral se poursuivit et il en vint à comparer Léopold III au Maréchal Pétain, ce qui provoqua la colère de plus d'un léopoldiste[96].

En juin, il fut question du retour du Roi. Le gouvernement déclara que dans cette hypothèse il démissionnerait et refuserait d'expédier les affaires courantes. Fontaine attaqua avec virulence les ministres qui, selon lui, désertaient après avoir provoqué la guerre civile. «Quant au roi», disait-il, «nul ne peut lui dénier le droit de rentrer en Belgique». Il s'expliquerait et «nous ne doutons pas que cette explication sera plus large, plus franche et plus loyale que celle des politiciens de 1940 qui, de Limoges à Bruxelles en passant par Londres, ont évité toute explication, tout débat public. Le jeu des politiciens est clair, ils entendent que le roi serve de bouc émissaire et soit tenu pour responsable de la plupart des malheurs qui ont accablé le pays»[97]. Le lendemain, tout en persistant à défendre Léopold III, Fontaine se déclarait favorable à une abdication qui seule pourrait éviter la guerre civile fomentée par les partis. Le Roi donnerait ainsi «un magnifique exemple de sagesse, de clairvoyance et de grandeur»[98]. Méral et Paul Baar en appelaient au calme, à la réconciliation nationale. «Quoiqu'il arrive cependant», écrivait le rédacteur en chef, «rappelons-nous, dans ces heures lourdes d'incertitude, que la Belgique surmontera cette épreuve et qu'elle triomphera des troubles dont elle aura momentanément souffert par la faute de l'un de ses rois, de l'un de ses gouvernements et de l'un ou l'autre de ses partis»[99]. Finalement, les deux directeurs et le rédacteur en chef étaient d'accord sur une chose: Léopold III aurait dû abdiquer, mais Fontaine se refusait à renvoyer dos à dos le Roi et les ministres, considérant que les politiciens portaient une responsabilité bien plus grande dans la crise. D'autre part, pour Fontaine, il fallait impérativement que le Roi rentre au pays pour se défendre.

Le 10 juillet, tandis qu'il était en vacances, Fontaine envoya à la rédaction un article qui défendait le Roi et dénonçait la tenue de meetings en faveur de l'abdication. Méral et Baar décidèrent de ne pas le publier. Le conseil d'administration fut saisi de l'af-

94 P. MÉRAL, «Problème difficile», in *La Lanterne*, 7.V.1945, p. 1.
95 ID., «L'heure de vérité», in *La Lanterne*, 12 et 13.V.1945, p. 1.
96 ID., «A propos d'une attaque», in *La Lanterne*, 9 et 10.VI.1945, p. 1.
97 P. FONTAINE, «Le bouc émissaire», in *La Lanterne*, 19.VI.1945, p. 1.
98 ID., «Il faut en finir», in *La Lanterne*, 20.VI.1945, p. 1.
99 P. BAAR, «Le droit d'exister», in *La Lanterne*, 22.VI.1945, p. 1.

faire et, donnant raison à Pierre Fontaine, le nomma premier directeur[100]. Dans la lettre de confirmation qui fut envoyée à Fontaine, on affirmait: «(...) le Conseil d'administration a constaté que la ligne, l'esprit et le ton du journal reflétaient constamment deux nuances pour ne pas dire deux tendances différentes (...) cet état de chose (...) porte préjudice au journal. D'autre part, tous les sondages faits par nous nous ont convaincus que c'était vos articles et votre façon de penser qui avaient le grand agrément de la majorité des lecteurs»[101]. A la fin du mois de juillet, les catholiques quittèrent avec fracas le gouvernement parce que la question royale n'avait pas trouvé de solution, le Roi n'étant pas revenu. Fontaine attaqua violemment les accusateurs du souverain qui, lors du débat parlementaire, avaient monopolisé la parole et attaqué un homme qui n'était même pas là pour se défendre. Encore une fois il refusait que l'on juge le Roi si les ministres de Londres ne se soumettaient pas, eux aussi, à un examen de leur politique[102].

XIV. Encore Van Acker

Lorsque le gouvernement d'union nationale tomba suite au retrait des catholiques, Fontaine reprit de plus belle ses attaques contre Van Acker. Les arguments n'avaient guère varié et le ton était plus polémique que jamais. Fontaine n'hésitait pas non plus à colporter les bruits les plus invérifiables sur le comportement des ministres. A le lire, la Belgique était devenue une espèce de république bananière où les magouilles et malversations diverses constituaient la seule activité du cabinet. Et de citer telle éminence qui avait réquisitionné une maison pour son bon plaisir, telle autre qui confisquait des automobiles pour se rendre en week-end avec sa maîtresse...[103]. Et quand, en septembre, il dut bien avouer que le ravitaillement était meilleur, il s'empressa d'ajouter que le pays ne le devait qu'à un excès d'importation et que donc Van Acker était occupé à ruiner la Belgique[104].

Comme on lui reprochait de critiquer sans cesse et de ne jamais faire de proposition, Fontaine expliqua que c'était là son métier, qu'il ne désirait pas être ministre, tenant «trop à la considération de [ses] amis et du concierge». Il exprimait ainsi ce qui, selon lui, constituait son seul souci: «qu'on en revienne au respect de la Constitution, à un régime démocratique, où le Parlement dira la volonté du peuple, où le gouvernement sera l'exécutif, où l'administration sera au service des citoyens, où chacun fera son métier sans se heurter aux entraves folles dressées par l'Etat et par la bureaucratie, où le pays s'efforcera de ne pas dépenser plus qu'il ne gagne, où les institutions publiques ne seront pas au service presqu'exclusif des partis politiques»[105]. Le lendemain de cette déclaration, Méral écrivait que le pays était sur la bonne voie: le ravitaillement s'amé-

100 P. FONTAINE, «Mes souvenirs de *La Lanterne*», in *Le Phare*, 29.III.1946, p. 4.
101 Cité par P. FONTAINE, «Mes souvenirs de *La Lanterne*», in *Le Phare*, 5.IV.1946, p. 4.
102 ID., «Un procès sur commande», in *La Lanterne*, 23.VII.1945, p. 1.
103 ID., «Le vrai et le faux», in *La Lanterne*, 27.VIII.1945, p. 1.
104 ID., «Politique à courte vue», in *La Lanterne*, 3.X.1945, p. 1.
105 ID., «A chacun son métier», in *La Lanterne*, 5.X.1945, p. 1.

liorait sans cesse, 25 pour cent des avoirs bloqués seraient libérés sous peu, le prêt-bail tournait à l'avantage de la Belgique. Il en appelait à une mobilisation de toutes les bonnes volontés pour redresser le pays. «On ne comprend pas», concluait-il, «qu'on puisse semer un esprit de débâcle au moment où la volonté d'espoir peut seule sauver le pays, où l'esprit négatif ne peut que gâcher les efforts faits, où le goût et la passion de la critique doivent céder le pas au sens constructif dont dépend le salut de notre nation et du monde entier»[106].

L'équipe de *La Lanterne* était donc déchirée entre deux lignes pour le moins différentes. Les deux directeurs continuèrent à défendre des thèses contradictoires, allant, certains jours, jusqu'à publier deux éditoriaux totalement opposés. Le 30 octobre 1945, Méral réitérait ses critiques à l'encontre de Fontaine. Le ton avait durci: «On se demande avec angoisse où nous entraîneront ce parti pris de négation, ce nihilisme bon marché sorti d'un uniprix intellectuel quelconque, cette volonté aveugle de destruction»[107]. Ce texte provoqua la colère de Pierre Fontaine qui, en qualité de premier directeur, décida que plus une ligne de Paul Méral ne paraîtrait. «(...) Je suis au regret», écrivit-il dans une note communiquée au rédacteur en chef et à Méral, «de devoir décider qu'à dater d'aujourd'hui et jusqu'à nouvel ordre, plus aucun texte de Monsieur Méral, signé ou non, ne peut paraître encore dans ces colonnes»[108]. Un conflit éclata, Méral n'entendant pas se laisser traiter ainsi. Finalement, Gillon intervint en interdisant aux deux hommes d'écrire dans *La Lanterne*. Comme Fontaine n'acceptait pas cette sanction, il fut reçu par le conseil d'administration le 1er novembre. Il semble que sa défense ne fut guère convaincante puisque sa suspension fut confirmée. Il expliqua cet échec plus tard, affirmant que tous les administrateurs avaient viré à gauche et que resté seul fidèle à la charte du journal et à l'esprit du départ, il commençait à gêner. D'autre part, il était persuadé que ses collègues étaient jaloux de son talent: «A trop prouver que tout le succès de *La Lanterne*, toute la sympathie dont elle jouissait auprès des lecteurs, sa politique, son style et son esprit plaisant, sa bonne humeur et sa comptabilité heureuse, c'était pour une assez large part à moi qu'on le devait, j'enfonçai sans le savoir, sans le vouloir, le fer dans la plaie»[109].

Selon Pierre Fontaine, Nelson l'assura de son soutien. Dès que la nouvelle de son éviction fut connue, les journalistes se réunirent. Ils adoptèrent un communiqué de soutien au premier directeur qui affirmait: «La rédaction de *La Lanterne*, à l'unanimité des membres présents, profondément émue de la décision du conseil d'administration de mettre en disponibilité provisoire MM. Pierre Fontaine et Paul Méral, ignorant tout des éléments du problème, désire exprimer son attachement à la personne de Pierre Fontaine, lui manifeste sa gratitude pour la façon dont il a su constituer l'équipe du journal et lui insuffler son esprit. Souhaite avant qu'une décision défini-

106 P. MÉRAL, «Destin de la Belgique», in *La Lanterne*, 6 et 7.X.1945, p. 1.
107 ID., «La croisée des chemins», in *La Lanterne*, 30.X.1945, p. 1.
108 P. FONTAINE, «Mes souvenirs de *La Lanterne*», in *Le Phare*, 12.IV.1946, p. 4.
109 *Idem*, 19.IV.1946, p. 4.

tive soit prise par ledit conseil, qu'une solution de conciliation puisse être mise au point»[110]. Fontaine fut licencié quelques jours plus tard et Nelson démissionna par solidarité. Il semble que plusieurs journalistes furent écartés pour leur esprit de corps avec le directeur évincé et le suivirent au *Phare*[111]. Pierre Fontaine affirma qu'il fut éliminé à la suite d'interventions répétées du gouvernement[112]. On peut aussi remarquer que, depuis le 2 août, date à laquelle les catholiques quittèrent le gouvernement, le jeu démocratique normal avait été restauré. Si l'on en croit Franz Hellens, Méral allait suivre le même chemin que Fontaine quelques semaines plus tard lorsqu'on s'aperçut «que le coffre-fort dont le directeur possédait la clef était vide». Selon l'auteur, «Méral en avait absorbé le contenu, le temps de lever le coude comme il vidait son verre»[113].

Dès le départ de Fontaine, Paul Baar écrivit un long éditorial dénonçant les critiques intempestives du bouillant journaliste. Après avoir fait l'éloge d'un gouvernement qui, s'étant trouvé devant une situation dramatique, l'avait résolue au mieux, il promit à ses lecteurs que bientôt, tout serait rentré dans l'ordre à *La Lanterne*. «Ce journal», concluait-il, «n'appartient à aucun parti. Il a pour seule ambition de défendre le pays et de le servir, tant à l'intérieur de ses frontières qu'à l'étranger. Certains ont pu croire qu'il avait momentanément dévié de sa ligne de conduite. Il entend aujourd'hui reprendre avec optimisme la route qu'il s'était tracée (...)» [114]. Dans les jours qui suivirent, le journal donna des preuves de sa nouvelle orientation. Le 19 novembre, Montaigu, un nouveau venu à la rédaction, écrivit que la politique économique du gouvernement était «une grande oeuvre de restauration»[115] et Paul Baar de surenchérir quelque temps plus tard, estimant que nul ne pouvait nier que le redressement économique de la Belgique était remarquable et que seule l'unité nationale pouvait permettre de poursuivre cette «résurrection»[116]. Une page était tournée.

XV. La solidarité internationale

Jour après jour, Méral publia des éditoriaux appelant à l'inévitable construction du monde, à la fin des querelles stériles, à l'union fraternelle de tous les hommes. Ce but

110 Ce texte était signé Maurice Aebly, Lucien Aulit, Maurice Bouckaert, Robert Chesselet, Lucien De Roeck, Gaston Gachot, A. Le Maitre, Albert Lerat, Arthur Michel, José Peraya, Armand Sauvage, A. Seifman, J. Van Malderghem, Jeanne Wannyn. Cité par P. FONTAINE, «Mes souvenirs de *La Lanterne*», in *Le Phare*, 26.IV.1946, p. 4.

111 Entretien avec Lucien De Roeck, *op.cit.* Pour De Roeck, la question royale fut le révélateur des dissensions, mais il confirme que des jalousies tenaces s'étaient faites jour. Pour lui «Fontaine était un type formidable, les gens achetaient le journal pour lui. Baar ne faisait à peu près rien. Quant à Méral, c'était avant tout un saoûlard. Ce qu'il écrivait était intelligent mais il buvait et donc son rendement était faible».

112 Le quotidien fut suspendu par le gouvernement parce qu'un article consacré en octobre 1945 à la question royale fut jugé de nature à troubler l'ordre public.

113 F. HELLENS, *op.cit.*, non paginé.

114 P. BAAR, «Liberté», in *La Lanterne*, 9.XI.1945, p. 1.

115 R. MONTAIGU, «Le nouvel emprunt», in *La Lanterne*, 19.XI.1945, p. 1.

116 P. BAAR, «La première étape», in *La Lanterne*, 28.XI.1945, p. 1.

ne serait atteint que lorsqu'un nouveau statut mondial serait établi. «La victoire (...)» écrivit-il, «n'est pas un but, elle est un moyen, une opportunité accordée par le destin à l'humanité pour s'organiser de manière plus rationnelle et plus équitable. La grande erreur serait évidemment de favoriser la constitution de blocs de voisinage qui, petit à petit, se disputeraient à leur tour la suprématie. Les réformes à appliquer doivent viser à une solidarité internationale totale» [117]. Cette unification mondiale devait, comme on s'en doute, se faire sous la houlette de nos alliés anglo-américains. La «solidarité totale» postulait que l'Union soviétique s'effacerait devant les occidentaux. Il y a là comme une préparation des esprits à la guerre froide. Méral affirma que la démocratie, principe unificateur du monde de demain, c'était la liberté individuelle plus le sens social. «Le premier de ces principes échappe complètement aux doctrines totalitaires ou étatiques, celles-ci n'étant [pas] autre chose que des théories basées sur une dictature morale et un capitalisme économique d'Etat»[118]. Il fallait donc faire triompher un «internationalisme démocratique». Cet anti-communisme discret émailla tous les articles de Méral. Il se fit aussi le fidèle défenseur des intérêts de ses amis anglais, critiquant l'attitude de Tito qui revendiquait Trieste[119] et de la France qui «perpétuait une politique périmée de prestige au Liban»[120]. En ce qui concerne la Grèce où les Britanniques étaient occupés à réprimer dans le sang le refus de la Résistance de rendre ses armes, Méral écrivit: «La Grèce est en effervescence; des éléments troubles la travaillent et, en somme, on n'arrive pas à régulariser le régime»[121].

Ces prises de position étaient noyées dans un discours mystico-naïf du style: «le véritable problème se place sur le terrain spirituel. Dans ce pays-ci ou dans les pays connexes qui ont cru que dans la vie de l'homme tout était purement économique, social et abstrait on a fait une lourde erreur. Tous les hommes veulent reprendre leur standing spirituel»[122]. Pour correspondre à ces aspirations, Méral prônait la mise sur pied d'un régime intermédiaire entre le capitalisme et le socialisme, régime qui ferait une large place à la personne humaine. Ce but grandiose pourrait être atteint si le monde, à l'exemple de la Grande-Bretagne, virait vers la gauche modérée, s'alignant «sur la politique constructive» de Londres[123]. *La Lanterne* publia aussi en première page un long article d'Harold Laski, président du Parti travailliste anglais[124]. Lorsqu'en juillet 1945, le *Labour Party* gagna les élections, Méral se réjouit en ces termes: «le conservatisme périmé s'effrite ou plutôt se liquéfie. Des réformes de structure, profondes, immédiates, nettes et définitives s'avèrent indispensables et cela dans le monde

117 P. MÉRAL, «L'espoir luit», in *La Lanterne*, 17.II.1945, p. 1.
118 ID., «Qu'est-ce que la démocratie?», in *La Lanterne*, 24.VIII.1945, p. 1.
119 ID., «Surtout pas de dictature», in *La Lanterne*, 23.V.1945, p. 1.
120 ID., «La foire d'empoigne», in *La Lanterne*, 2 et 3.VI.1945, p. 1.
121 ID., «Panorama», in *La Lanterne*, 6.I.1945, p. 1. Voir aussi à ce sujet l'article de Marcel Lecomte du 29.XII.1944: «(...) les éléments extrémistes de gauche cherchent dès l'abord à décourager violemment les ministres anglais d'entreprendre quoi que ce soit de rationnel pour réorganiser la Grèce».
122 P. MÉRAL, «En guise de digression», in *La Lanterne*, 20 et 21.X.1945, p. 1.
123 ID., «La vie continue», in *La Lanterne*, 10.X.1945, p. 1.
124 *La Lanterne*, 20.IX.1945, p. 1.

entier»[125]. Derrière cette forme de travaillisme, plane l'ombre de De Man. La volonté d'insuffler au socialisme un courant spiritualiste, la mise sur pied d'un système qui, à mi-chemin entre socialisme et capitalisme, permettrait enfin l'unité de tous, ne sont pas sans rappeler les options de l'auteur d'*Au delà du marxisme.*

Méral ne se tournait pas que vers les îles britanniques pour trouver l'inspiration politique. L'Amérique aussi lui semblait incarner un modèle politique et spirituel exemplaire. Dès le mois d'août 1945, il parlait de «civilisation atlantique» dont les caractéristiques seraient la liberté individuelle, le sens spirituel et la possibilité d'entreprendre, «ces trois éléments étant tempérés et mis au point par un principe d'équilibre social et une aspiration vers une humanité organisée sur un plan idéaliste»[126]. Après la conférence de San Francisco, *La Lanterne* se fit l'écho enthousiaste du discours de Truman intitulé *Le monde est un.* «Il nous semble», écrivit Méral, «que ces paroles devraient faire vibrer le coeur des hommes de bonne volonté du monde entier. Cette fraternité complète, cette union indissoluble qui existe entre tous les êtres vivants au moment où ils partagent les mêmes joies, les mêmes vicissitudes, les mêmes possibilités sont non seulement nécessaires mais fatales. Les deux pôles du monde sont les Etats-Unis et l'Union soviétique. Il faut empêcher à tout prix qu'une fissure se fasse dans l'alliance des deux plus grandes puissances mondiales»[127]. Trois mois plus tard, Méral indiquait ce qui, selon lui, pourrait provoquer cette mésentente. Si la volonté russe d'un bloc slave se confirmait, alors les Occidentaux qui pourtant n'aspiraient qu'à la paix totale et refusaient toute formule d'agression vis-à-vis de l'URSS devraient bien créer un bloc occidental[128]. La guerre froide commençait.

XVI. Que faire des Allemands?

La fraternité universelle dont parlait Méral ne concernait pas le peuple allemand,loin s'en faut. *La Lanterne* était d'une virulence sans faille dès qu'il s'agissait d'envisager le sort à réserver aux vaincus. Les deux directeurs étaient d'accord sur une chose: l'Allemand est mauvais par nature, par essence. *La Lanterne* alla jusqu'à suggérer que les Alliés utilisent les prisonniers de guerre pour détecter les mines![129] Méral qui était convaincu de la «lâcheté morale congénitale»[130] des Allemands écrivait: «Il faut dénoncer, au moment où les hostilités vont finir, la duplicité naturelle des Allemands. Une propagande de type Goebbels n'a pu intoxiquer des millions d'individus que pour une seule raison: ces individus manquaient d'esprit critique». Et il se demandait comment «(...) supprimer le côté larvaire de l'esprit allemand, ses réactions de bête fauve (...), sa mégalomanie insensée, son aspiration vers des réalisations politiques spectaculaires et sa tendance à créer des mythes et des explications totales du

125 ID., «La règle du jeu», in *La Lanterne*, 28 et 29.VII.1945, p. 1.
126 ID., «Présence de l'Amérique», in *La Lanterne*, 31.VIII.1945.
127 ID., «Grandeur américaine», in *La Lanterne*, 2.VII.1945, p. 1.
128 ID., «La vie continue», in *La Lanterne*, 10.X.1945, p. 1.
129 ID., «Pitié pour les chiens», in *La Lanterne*, 4.V.1945, p. 1.
130 ID., «Dernière astuce», in *La Lanterne*, 30.IV.1945, p. 1.

monde»[131]. Lorsqu'on découvrit les camps de concentration de Bergen-Belsen et de Buchenwald, il affirma qu'enfin les Alliés se rendaient compte de l'ampleur de «la brutalité innée et inouïe, [de] l'instinct sadique et monstrueux de cette race de bandits policiers sans honneur et sans vertu». Il n'hésita pas à traiter les Allemands de «sous-hommes» et, désolé qu'il soit illusoire de tenter d'éradiquer un peuple, conclut: «puisqu'il est vain de vouloir exterminer une race entière, une nation ou un peuple dans sa totalité, il faut qu'il soit encadré durant plusieurs générations»[132].

Pierre Fontaine n'était pas en reste. Lorsqu'on lui disait que tous les Allemands n'étaient pas nazis, il estimait que tous «criaient Heil Hitler comme un seul homme». «Ce sont», écrivait-il, «les travailleurs allemands en même temps que tous les citoyens allemands qui ont plébiscité Hitler à 98 pourcent. (...) Qu'Hitler et le régime qu'ils ont librement choisi les aient conduits à l'abîme, ce sera justice et il est impensable que déjà leurs victimes demandent grâce pour eux»[133]. La rééducation du peuple allemand serait longue: elle durerait au moins cent ans. Il fallait donc prendre des mesures pour éviter que l'Allemagne ne se relève entre-temps. Méral estimait que toute l'industrie du pays devrait être exploitée pour le compte des Alliés et sous leur contrôle[134]. Le démembrement de l'Allemagne devait se faire au profit des nations éprouvées par le conflit et *La Lanterne* revendiquait pour la Belgique des concessions territoriales. Méral alla jusqu'à indiquer explicitement la partie de l'Allemagne qu'il estimait revenir à la Belgique: il s'agissait d'une région comprenant Aix-la-Chapelle, Düren, Bonn, Prüm, Bitburg, Cochem[135]. A tout le moins, la Belgique devait obtenir d'occuper l'Allemagne avec la Hollande et la France[136].

XVII. La Lanterne *et la presse*

Contrairement aux habitudes de l'époque, *La Lanterne* n'entretint pas de longues polémiques avec d'autres journaux. De même, *La Libre Belgique* ou *Le Peuple* prirent rarement le journal de Fontaine à partie. Lors de la question royale, tandis que *Le Soir, La Dernière Heure, Le Peuple, La Libre Belgique* ou *Le Drapeau rouge* s'injuriaient copieusement à longueur de colonnes, la plupart du temps *La Lanterne* resta curieusement hors du débat. On peut y voir la marque de la bienveillance de journaux anciens vis-à-vis d'un jeune confrère ou, plus probablement, la preuve que *La Lanterne* était considérée comme un titre sans grande importance, dont l'influence minime ne méritait pas qu'on s'y attarde.

131 ID., «Propagande», in *La Lanterne*, 17.IV.1945, p. 1.
132 ID., «Crime et châtiment», in *La Lanterne*, 21 et 22.IV.1945, p. 1.
133 P. FONTAINE, «Pas de pitié pour l'Allemagne», in *La Lanterne*, 25.IV.1945, p. 1.
134 Voir par exemple: P. MÉRAL, «Problèmes allemands», in *La Lanterne*, 8.VI.1945, p. 1 ou «Sauver la paix», 14.III.1945, p. 1.
135 ID., «Défense nationale», in *La Lanterne*, 26.V.1945, p. 1.
136 ID., «Nos frontières de l'Est», in *La Lanterne*, 4.V.1945, p. 1.

Il y eut pourtant quelques passes d'armes. Dès le 31 décembre, *La Libre Belgique* s'en prit au journal en raison d'un article qui critiquait le discours de Noël du pape Pie XII[137]. L'incident n'eut pas de suite. Sans doute Fontaine devint-il plus sympathique à la rédaction du journal catholique lors de la question royale. Elle ne le cita pourtant jamais dans ses articles et comptes rendus sur ce sujet. Il est vrai que les défenseurs de Léopold au sein de la rédaction de *La Libre Belgique* revendiquaient leur appartenance à la droite et qu'il est difficile de cataloguer *La Lanterne*. Une certaine complicité s'établit malgré tout comme en témoigne l'articulet qui notait le soutien de *La Lanterne* à *La Libre Belgique*, lorsqu'au moment de la question royale et en raison de son attitude, l'organe catholique fut en proie aux foudres du ministre de l'Intérieur[138]. *La Libre Belgique* publia encore le communiqué que Pierre Fontaine diffusa lors de son éviction. Le texte n'était pas commenté; ainsi, les arguments de Fontaine apparurent sans contradiction[139]. Les quelques mentions de *La Lanterne* dans *Le Peuple* méritent sans doute plus d'attention. Victor Larock[140] connaissait Pierre Fontaine avec qui il avait entretenu de longues polémiques au moment de la guerre d'Espagne. A cette époque, Fontaine dirigeait l'hebdomadaire *Le Rouge et le Noir* qui s'opposait à toute politique d'unité avec les communistes pour vaincre les nationalistes. Il avait fait sa devise de la formule lapidaire «Ni Berlin, ni Moscou» et Larock le soupçonnait de sympathies fascistes[141]. Charles Delvoye qui collaborait au journal de Larock *Combat* dira, beaucoup plus tard, que ce dernier était l'ennemi juré de Fontaine[142].

Le 31 décembre 1944, l'éditorial du journal *Le Peuple* dénonça certains journaux qui ne saluaient la défaite du nazisme que «pour n'être pas soupçonnés de la regretter». «On se garde bien», écrivait Larock, «de dénigrer comme autrefois le parlementarisme: on se borne à s'en prendre aux parlementaires 'qui ne représentent pas le pays', 'qui sont trop nombreux', 'trop grassement payés' etc (...). On ne se réclame plus d'un 'Ordre nouveau' mais on recommence à décrier l'ordre ancien dans ce qu'il avait de bon par crainte des réformes de structure qu'il appelle et que le pays attend (...). Il sera intéressant de suivre dans la presse les progrès de cette réaction. On les voit déjà se dessiner ça et là. Ils se préciseront. Et nous verrons apparaître d'autres journaux. A défaut d'un nouveau *Pays réel*, d'un nouveau *Cassandre*, nous verrons naître des organes d'union nationale, sans étiquette politique. Ils afficheront un beau dédain pour tous les partis et publieront des échos malveillants sur les hommes de gauche, ils s'adresseront surtout aux classes moyennes, flatteront leurs préjugés, attiseront leur

137 ID., «La Lanterne mal éclairée», in *La Libre Belgique*, 31.XII.1944, p. 1 et 2.I.1945, p. 2.

138 *La Libre Belgique*, 17.VIII.1945, p. 2.

139 *Idem*, 26.XI.1945, p. 2.

140 Victor Larock (1904-1977) fut directeur politique du *Peuple* de 1944 à 1954. Député dès 1949, il fut ministre à quatre reprises, occupant des postes aussi différents que les Affaires étrangères et l'Education nationale. Il est un des pères de la législation linguistique de 1963.

141 Sur cet hebdomadaire, voir: J.-F. FÜEG, *Le Rouge et le Noir. La tribune bruxelloise non-conformiste des années 30*, Ottignies, Quorum, 1995.

142 Entretien avec Charles Delvoye, le 17.III.1989 à Boisfort.

mécontentement. Ils défendront les droits sacrés de la propriété, la collaboration de classe, l'ordre, l'autorité, ils dauberont sur les 'moeurs politiciennes', 'l'électoralisme', les 'prétentions exhorbitantes de l'Etat'. Au besoin, ils dresseront le pays contre le gouvernement. Ils ne parleront jamais des banques, ni des trusts. L'argent qui servira à les soutenir ne sera pas perdu»[143].

Il est difficile d'affirmer que Larock visait *La Lanterne* en écrivant ces lignes. Constatons toutefois que la description y correspond assez bien. Quelques articles du *Peuple* dénoncèrent explicitement l'attitude de Fontaine, accusé de promouvoir le marché noir lorsqu'il déclarait que les taxes diverses étaient telles «qu'on ne peut [pouvait] plus vivre sans frauder»[144] ou encore que toute personne intelligente est antigouvernementale[145]. Certaines critiques se firent très dures, *Le Peuple* sous-entendant à chaque fois que Fontaine soutenait les mercantis et les trafiquants en tous genre. «Chacun se débrouille, c'est la devise de *La Lanterne.* C'est aussi celle des smokeleers [146]. Et c'était celle des collaborateurs. Comme on comprend les raisons de certaines campagnes contre le gouvernement»[147]. Fontaine fut plusieurs fois suspecté de sympathie pour les inciviques et *Le Peuple* rappela avec insistance son passage à la CNAA. Pour *Le Peuple,* «ses arguments, ses sorties contre les politiciens fleurent le Rexisme des plus beaux jours»[148]. Les convictions léopoldistes de Fontaine furent évidemment aussi à l'origine de plusieurs attaques.

Si *La Libre Belgique* ne semblait pas considérer *La Lanterne* comme un allié, et ce malgré des convergences fortes en ce qui concerne le problème du Roi, *Le Peuple* le classa sans hésitation parmi ses ennemis. Le style d'un Fontaine, impertinent et dilettante, gavroche et non-conformiste ne pouvait qu'incommoder les austères rédacteurs du *Peuple* qui le qualifiaient avec mépris d'«anarcho petit-bourgeois». Ses railleries permanentes contre le gouvernement Van Acker et les prises de position droitières du bouillant journaliste achevèrent de le discréditer à leurs yeux[149]. Ni la droite, ni la gauche ne pouvaient se reconnaître dans *La Lanterne* qui n'avait pas de ligne éditoriale claire et cultivait l'ambiguïté. Il semble bien que la personnalité de Fontaine ait joué un rôle important dans le mépris affiché par *Le Peuple* pour *La Lanterne.* En effet, dès son départ, en novembre 1945, le journal socialiste publia, ça et là, un article lui étant favorable[150].

143 V.L., «La presse et les droits de l'opinion», in *Le Peuple,* 31.XII.1944, 1 et 2.I.1945, p. 1.
144 *Le Peuple,* 6.IV.1945, p. 2.
145 *Idem,* 19.IV.1945, p. 2 et 13.IX.1945, p. 2.
146 Trafiquants.
147 «La Lanterne borgne», in *Le Peuple,* 30.VIII.1945, p. 2.
148 *Le Peuple,* 25.VII.1945, p. 2.
149 Il ne faut toutefois pas exagérer l'intérêt que les deux journaux se portaient: de sa création au départ de Fontaine, *Le Peuple* cite moins de dix fois *La Lanterne.*
150 Voir par exemple *Le Peuple* du 22.XI.1945, p. 1 qui, citant un article de Georges Rency se plaignant du manque d'égard de l'Etat pour les fonctionnaires, conclut: «On ne peut qu'applaudir la rigueur du raisonnement».

XVIII. Pour conclure: simple organe anglophile ou outil britannique?

Il y a, dans *La Lanterne* de 1944-45, persistance d'un certain nombre d'idées d'Ordre nouveau: méfiance vis-à-vis des partis politiques, et appel à la rénovation nationale et à l'unité du peuple par-delà les intérêts de classe. Ce discours débouchera chez Pierre Fontaine sur une sorte de pré-poujadisme, de critique radicale des moeurs politiques et des politiciens, tandis que Paul Méral sera plutôt attiré par l'atlantisme et le modèle anglo-saxon. Méral était favorable à une gauche modérée, travailliste, qui mettrait en place des lois sociales, garantirait la paix du travail et l'existence du système d'économie de marché tout en suscitant la rénovation morale et spirituelle d'un monde enfin unifié. Fontaine et Méral avaient de fortes sympathies pour nos alliés britanniques. Chacun a pu, à sa manière, être utile à la politique menée par la Grande-Bretagne: le premier en s'attaquant sans cesse aux gouvernements d'union nationale dont il appelait la chute de tous ses voeux, ce qui aurait permis de rétablir le jeu politique normal cher aux Anglais; le second, en favorisant la diffusion d'idées atlantistes avant la lettre dans le public. La question qui se pose en définitive est de savoir si *La Lanterne* a été dès son origine un instrument de la politique des Alliés anglo-saxons en Belgique. Si l'on tente d'éclairer la ligne politique du journal à la lueur de l'évolution de la politique anglo-américaine en Belgique, certaines coïncidences ne peuvent manquer de frapper.

A l'automne 1944, les Anglais cherchaient à se débarrasser de Pierlot. Ils ne le soutenaient que pour des raisons stratégiques, jugeant son gouvernement inefficace. D'autre part, il avait passé la guerre à Londres, ce qui le rendait particulièrement impopulaire. Fontaine a pu jouer un rôle dans les tentatives alliées pour l'éliminer, les services britanniques ayant peut-être fait appel à un élément qu'ils connaissaient depuis l'avant-guerre pour participer au dénigrement de Pierlot. Dès le début de 1945, les Américains choisirent de soutenir Van Acker, populaire ancien résistant. Il est clair que lorsque ce dernier devint premier ministre, les critiques de Fontaine vis-à-vis du gouvernement ne pouvaient plus trouver grâce à leurs yeux. De même, les Anglo-Américains avaient peur du retour du Roi qui risquait, pensaient-ils, de provoquer des troubles dans le pays. Durant l'été de 1945, ils agitèrent même le spectre d'un coup d'état léopoldiste. Ceci explique-t-il le revirement de Méral, qui après un article plutôt favorable au Roi, prit des positions très dures vis-à-vis de Léopold III? Avait-il reçu des instructions de ses amis britanniques?[151] En juillet 1945, les travaillistes remportèrent les élections en Grande-Bretagne, ce qui devait encore accentuer le soutien que les autorités britanniques apportaient à Van Acker, en particulier lorsque ce dernier

151 Sur la politique américaine en Belgique à la Libération, voir: P. LAGROU, «*US Politics of stabilization in Liberated Europe. The view from the American Embassy in Brussels*, 1944-46», in *European History Quaterly*, 1995 (XXV), p. 209-246. L'auteur remercie Pieter Lagrou d'avoir attiré son attention sur ces questions.

constitua, le mois suivant, un second gouvernement. Les Anglo-Américains avaient clairement opté pour un appui au Parti socialiste qui leur semblait être un rempart contre le communisme et le garant d'une certaine stabilité. Il est certain qu'à partir de ce moment Fontaine ne pouvait plus être de leur avis. En ce sens, il est possible que l'explication qu'il a lui-même avancée pour expliquer son éviction, à savoir un glissement de la ligne du journal vers la gauche, soit en partie la bonne. Il est en tout cas frappant de constater que Fontaine ne survécut comme directeur que deux mois à la nouvelle coalition gouvernementale.

Notons encore qu'en janvier 1948, Spaak, alors ministre des Affaires étrangères, tenta d'obtenir un soutien américain pour les journaux *La Meuse* et *La Lanterne*, affirmant qu'ils «pourraient être un excellent organe à utiliser par le gouvernement des Etats-Unis pour expliquer et développer le programme de redressement européen ainsi qu'un moyen pour combattre le communisme». On peut imaginer que, les Anglais ayant cessé d'être la puissance prépondérante en Belgique, Spaak, qui avait hérité de *La Lanterne*, chercha à l'offrir aux Américains[152]. Nous ne pouvons dire avec certitude si Fontaine fut un instrument conscient de la politique anglaise en Belgique ou s'il agit par simple anglophilie. Il y a, autour de *La Lanterne*, un faisceau d'indices qui semble indiquer que les orientations successives du titre furent bien dictées par les Britanniques. Mais à ce stade, cette conclusion ne se base que sur une intime conviction...

*Jean-François Füeg est directeur du Mundaneum à Mons. Il a été assistant à la Faculté des Sciences sociales, politiques et économiques de l'ULB et a publié récemment *Le Rouge et le Noir, la tribune bruxelloise non-conformiste des années trente* aux éditions Quorum.

152 *Idem*, p. 232.